



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE D'ÉTAT,
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT



**Projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion
de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM)**



**LES CONVENTIONS DES NATIONS UNIES SUR LA
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE, LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES ET LA DESERTIFICATION**

**Besoins et Priorités intersectoriels en Matière de
Renforcement des Capacités en Côte d'Ivoire**



2005

SOMMAIRE

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS	
RESUME.....	
I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION	1
II- SYNTHESE DES RAPPORTS THEMATIQUES	6
2.1. Processus de mise en œuvre des conventions : synthèse des principales composantes	
2.1.1.Rappel des progrès accomplis par la Côte d'Ivoire par rapport à ses engagements de partie prenante	6
2.1.1.1. Cadre législatif et réglementaire	7
2.1.1.2. Pertinence du cadre législatif et réglementaire par rapport aux conventions.	10
2.1.1.3. Le cadre institutionnel	10
2.1.1.3.1. Institutions chargées des actions de sensibilisation et d'éducation environnementales	
2.1.1.3..2. Les institutions intersectorielles d'envergure nationale	14
2.1.1.3.3. Les institutions nationales actuelles de mise en œuvre de la politique en matière d'environnement.....	17
2.1.1.3.4. Agences multilatérales de coopération.....	23
2.1.1.4. Pertinence du cadre institutionnel par rapport aux conventions	23
2.1.1.5. Plans de stratégie	24
2.1.1.5.1.Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE)	25
2.1.1.5.2. Pertinence avec les conventions étudiées.....	26
2.1.1.5.3. Document de stratégie de réduction de la pauvreté.....	27
2.1.1.5.4. La réforme forestière	27
2.1.1.5.5. Autres stratégies et plans.....	27
2.1.1.6. Fonds pour le financement de l'environnement	28
2.1.1.6.1. Fonds national de l'environnement (FNDE).....	28
2.1.1.6.2. Fondation pour la gestion des aires protégées.....	28
2.1.1.7. Etudes disponibles sur la problématique environnementale	29
2.1.1.8. Projets exécutés et en cours de réalisation	30
2.1.2. Identification et brève description des capacités antérieures et définition des activités à réaliser dans ce cadre	32
2.1.2.1. identification des capacités institutionnelles	32
2.1.2.2. Définition des activités à réaliser dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles.....	37
2.1.2.3. Identification des capacités individuelles.....	39
2.1.2.4. Brève description des capacités individuelles	41
2.1.2.5. Capacités systémiques	43
2.1.2.6 Définition des activités à réaliser dans le cadre du renforcement des capacités individuelles.....	44
2.1.2.7. Identification des capacités techniques	45
2.2. Liste des résultats attendus et/ou déjà obtenus par les activités antérieures dans le cadre du renforcements des capacités	46

2.2.1. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités institutionnelles .	47
2.2.2. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités humaines	47
2.2.3. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités législatives et réglementaires	48
2.2.4. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités individuelles	48
2.2.5. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités techniques et financières	49
 III- SYNTHESE DES ACQUIS DANS L'APPLICATION DE CHAQUE CONVENTION.....	51
3.1. Rappel des éléments contextuels.....	51
3.2. Bilan de la mise en œuvre des trois conventions : acquis et problèmes	53
3.2.1. Bilan de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique.....	53
3.2.2. Bilan de la mise en œuvre de la Convention sur les changements climatiques..	55
3.2.3. Bilan de la mise en œuvre de la Convention pour la lutte contre la désertification.....	58
3.3. Synergies intersectorielles entre les conventions	59
3.3.1. La nécessité d'une approche coordonnée	59
3.3.2. La nécessité d'une approche transversale, globale et participative.....	60
3.3.3. La nécessité de capitaliser les fortes synergies existant entre les trois principales conventions	61
 IV. BESOINS INTERSECTORIELS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES.....	63
4.1. Hiérarchisation des priorités intersectorielles en matière de renforcement des Capacités	64
4.2. Résultats de l'exercice de hiérarchisation	65
CONCLUSION	71
BIBLIOGRAPHIE	73

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ADRAO	Association pour le Développement de la Riziculture et Afrique de l'Ouest.
AISA	Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques.
ANCR-GEM	Auto-évaluation Nationales des Capacités à Renforcer pour Gérer l'Environnement Mondial.
ANDE	Agence Nationale De L'Environnement.
ANDER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural.
BEIE	Bureau d'Etude d'Impact Environnemental.
BNI	Banque Nationale d'Investissement.
CCCC	Convention Cadre sur les Changements Climatiques.
CCT-BNETD	Centre de Cartographie et de Télédétection du Bureau National d'Etudes Techniques.
CDB	Convention sur la Diversité Biologique.
CIAPOL	Centre Ivoirien Anti-Pollution.
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel.
CIMMYT	Centre International pour l'Amélioration du Maïs et du Blé.
CITES	Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et de flore sauvage menacée d'extinction.
CLCD	Convention sur la Lutte Contre la désertification.
CNDD	Commission Nationale pour le Développement Durable.
CNF	Centre National Floristique.
CNI – CCCC	Comité de Négociation Intergouvernemental pour une Convention-Cadre sur les Changements Climatiques.
CNLFB	Comité National de Défense de la Forêt et de Lutte contre les Feux de Brousse.
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique.
CNTIG	Comité National de Télédétection et d'Information géographique.

CNUED	Conférence des nations Unies sur l'Environnement et le Développement.
CONGACI	Collectif des ONG Actives de Côte d'Ivoire.
CRDI	Centre de Recherche pour le Développement International.
CRE	Centre de Recherche en Ecologie.
CRIC	Committee for the Review of the Implementation of the Convention.
CRO	Centre de Recherche Océanologique.
CRP	Comité Restreint de Projet.
CSRS	Centre Suisse de Recherche Scientifique.
CZH	Convention sur les Zones Humides.
DCV	Direction du Cadre de Vie.
DPE	Direction de la Planification et de l'Evaluation.
DPN	Direction de la Protection de la Nature.
DPSE	Direction des Politiques et des Stratégies de l'Environnement.
DSRP	Document de Stratégie et de Réduction de la Pauvreté.
EIE	Etude d'Impact Environnemental.
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial.
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole.
FRAR	Fonds Régionaux d'Aménagement Rural.
GEM	Gestion de l'Environnement Mondial.
GEPRENAF	Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune.
GES	Gaz à Effet de Serre.
GIEC	Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat.
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau.
GRN	Gestion des Ressources Naturelles.
IGES	Inventaire des Gaz à Effet de Serre.
IGT	Institut de Géographie Tropicale.

INP – HB	Institut National Polytechnique – Houphouët Boigny.
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
IREN	Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles.
LCD	Lutte Contre la Désertification.
MDP	Mécanisme de Développement Propre.
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
ODM	Objectifs de Développement du Millénaire.
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves.
OMC	Organisation Mondiale du Commerce.
ONG	Organisation Non Gouvernementale.
PACSICOM	Pan-African Conférence on Sustainable Integrated Coastal Management.
PAN	Programme d’Action National.
PCGAP	Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées.
PIB	Produit Intérieur Brut.
PNAE	Plan National d’Action pour l’Environnement.
PNGTER	Projet National de Gestion des Terroirs et d’Equipement Rural.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement.
PNUE	Programme des Nations Unies Pour l’Environnement.
READ	Réseau des ONG et Association pour le Développement et l’Action de développement.
REC	Réduction d’Emission certifiée.
RECI	Réseau des ONG d’Environnement en Côte d’Ivoire.
REDDA	Réseau pour le Développement Durable en Afrique.
RIOF	Réseau Ivoirien des ONG Féminines.
ROACI	Réseau des Organisations et Associations de Lutte contre la Désertification en Côte d’Ivoire.

SID – SISEI	Système d’Information sur la Désertification / Système d’Information pour le Suivi Environnemental sur Internet.
SIIC	Service de l’Inspection des Installations Classées.
SODEFOR	Société pour le Développement des Forêts.
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.
UFR	Unité de Formation et de Recherche.
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature.
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche.
WWF	Fonds Mondial pour la Nature.
ZIP	Zone d’Intervention Prioritaire.

RESUME

L'engagement de la Côte d'Ivoire dans le domaine de la protection de l'environnement tire ses racines dans son histoire coloniale. Les actions entamées depuis le début du siècle dernier ont été poursuivies par les pouvoirs publics nationaux tant au niveau juridique qu'institutionnel. La ratification de plus d'une cinquantaine de Conventions internationales participe de cette détermination de la Côte d'Ivoire à participer à la protection de l'environnement mondial.

A ce jour la Côte d'Ivoire a pris 84 textes de lois, 9 ordonnances, 316 décrets et 200 arrêtés relatifs à la protection de l'environnement mondial. Parmi ces textes législatifs et réglementaires, six s'inscrivent directement dans la perspective de la mise en œuvre des Conventions des Nations Unies pour la protection de l'Environnement Mondial. Il s'agit :

- de la loi n°96 – 76 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement ;
- du décret n°96 – 894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études d'impact environnemental ;
- de la loi n°98 – 750 du 23 décembre 1998 portant Code foncier rural ;
- de la loi n°98 – 755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'eau
- de la loi n°2002 – 102 du 11 février portant organisation et création des Parcs et Réserves.

L'avènement des Conventions sur la Diversité Biologique, sur les Changements climatiques et sur la lutte contre la Désertification ouvre de nouvelles perspectives dans ce processus. La ratification de ces Conventions impose à la Côte d'Ivoire un certain nombre de défis à relever, notamment celui de disposer de capacités pour la protection de l'environnement mondial. Or les insuffisances dans ce domaine sont importantes. La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays en développement ne disposent pas encore, malgré les énormes efforts accomplis depuis près d'un demi siècle, de capacités institutionnelles, techniques, législatives et réglementaires à même de lui permettre de jouer son rôle dans le concert des nations en matière de protection de l'environnement mondial. Mais le Projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial (ANCR – GEM) offre un cadre propice pour réduire cette insuffisance.

Le présent rapport s'attache à faire la synthèse des quatre études thématiques qui ont été réalisées conformément aux exigences des trois grandes Conventions de RIO.

A la suite de la partie qui présente le contexte et la justification de l'étude, l'analyse des parties prenantes à ces différentes Conventions occupe la deuxième place dans l'architecture de ce rapport. Elle fait la genèse de chacune des Conventions, présente succinctement leurs principales structures, résume les obligations des parties contractantes et en présente l'intérêt pour la Côte d'Ivoire.

Il ressort de cette analyse que ces différentes conventions offrent des chances réelles aux pays en développement pour mieux gérer leurs ressources naturelles et contribuer ainsi à la protection de l'environnement mondial. Les mécanismes de financement des besoins en renforcement des capacités dans les pays pauvres ont été créés dans le cadre de chaque convention.

L'Etat des lieux dressé dans ce rapport fait ressortir les progrès accomplis par la Côte d'Ivoire en termes de renforcement des cadres législatifs, réglementaires et institutionnels. Il est également mis en exergue dans cette partie les acquis en matière d'élaboration des plans de stratégie de développement durable, de consolidation de structures de financement endogène

et des mécanismes adaptés de recherche de financement extérieurs. Il est également fait état des projets d'environnement conduits à termes ou en cours de réalisation en tant que moyens de renforcement des capacités nationales.

Les acquis sont importants, notamment la création d'un cadre institutionnel très dynamique et adapté aux nouvelles exigences du développement durable. Une Commission Nationale pour le Développement Durable (CNDD) est créée au sein du cabinet du ministère en charge du secteur de l'environnement.

Le cadre législatif est renforcé par l'inscription de la dimension environnementale dans la constitution ivoirienne de juillet 2000. Une Loi Cadre portant Code de l'environnement est en vigueur depuis 1996. Un décret d'application de cette loi est sacré aux procédures applicables aux études d'impact environnemental pour tout projet à même de porter atteinte à l'environnement. Une loi relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et réserves naturelles en vue de la conservation de la biodiversité *in situ* est votée depuis le 11 février 2002. Un Office des Parcs et Réserves (OIPR) et un fonds pour le financement des parcs et réserves sont institués, en application de cette loi. La SODEFOR est devenu le point focal du projet l'OAB pour la gestion forestière durable et la certification.

Les Organisations de la société civile s'intéressent de plus en plus à la protection de l'environnement. Des ONG créées par des universitaires (SOS-Forêt), des jeunes (Croix Verte), des femmes (Côte d'Ivoire Ecologie) privilégient la gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre la pauvreté, féminine notamment, par la protection de la biodiversité. Ces ONG s'organise en réseau pour plus d'efficacité. Le CONGACI, le RIOF, le RECI, le READ, etc., constituent des réseaux les plus actifs de ce microcosme écologiste. Ces ONG nationales bénéficient d'un soutien multiforme des ONG du Nord comme le WWF, Conservation International, Birdlife International, le Critical Ecosystem Partnership Fund, etc.

Les capacités existantes dans tous les domaines liés à la protection de l'environnement ont été identifiés et décrites afin de mettre en exergue les besoins. La description des capacités institutionnelles a pris en compte les acteurs des institutions d'Etat de la Présidence de la République à l'Assemblée nationale en passant par le gouvernement et les collectivités territoriales, qui s'affirment de plus en plus grâce à la politique nationale de décentralisation.

L'expérience dans ce domaine montre l'inactivité, jusqu'à une date récente, du parlement en matière de législation environnementale. Aucune loi n'a été proposée par le parlement depuis qu'elle existe dans le pays. La création d'une commission parlementaire chargée des affaires environnementales pourrait permettre de combler ce déficit.

Le Gouvernement est très actif puisque mis à part le ministère de l'environnement d'autres départements ministériels s'occupent des questions environnementales. Le besoin de coordination et de rigueur dans l'application de la réglementation en vigueur se fait donc sentir.

Si les agents des services techniques du ministère de l'environnement sont relativement bien formés, il n'en va de même pour ceux des autres départements ministériels en charge des services de l'environnement. Les besoins en renforcement des capacités se font plus pressants dans ces départements étant donné le caractère transversal des questions d'environnement.

L'état des lieux établis dans ce rapport a permis également de dresser, de manière analytique, la liste des résultats obtenus antérieurement afin d'envisager les besoins en renforcement des capacités avec plus de précision. Les résultats obtenus ont été rangés sous quatre rubriques : Capacités institutionnelles ; capacités législatives et réglementaires ; capacités humaines et individuelles ; capacité techniques et financières.

Les principales insuffisances se situent au niveau des capacités individuelles, techniques et financières. Il existe encore de nombreux secteurs de l'environnement qui, malgré les énormes progrès dans la formation des cadres, ne sont pas encore maîtrisés. Les ONG, par exemple, ne disposent pas de ressources adéquates pour la gestion des projets. Le domaine des changements climatiques souffre énormément du manque de chercheurs confirmés de notoriété. Les ressources financières font également défaut. Même quand elles sont disponibles, les procédures pour y accéder sont encore mal maîtrisées par les acteurs nationaux.

Le bilan de la mise en œuvre des Conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques et la lutte contre la désertification a été dressé dans la quatrième partie de ce présent rapport. Cette partie a d'abord mis en exergue les éléments du contexte national conditionnant ce processus ; ensuite il a été procédé à la présentation et l'analyse des acquis de la mise en œuvre des conventions et enfin, il a été mis en lumière les problèmes majeurs rencontrés.

Les Problèmes rencontrés dans l'application des conventions sont multiples. Mais les plus importants sont relatifs au manque de qualification du personnel, à l'insuffisance des moyens financiers et techniques disponibles et à l'absence de coordination entre les différents acteurs, notamment les coordonnateurs des projets.

Ainsi, dans l'application de la Convention sur la diversité biologique, le problème crucial rencontré est d'ordre financier et technique. Secondairement on peut évoquer l'insuffisance de volonté politique, la faible implication des communautés locales, la perte des connaissances traditionnelles en matière de biodiversité.

En ce qui concerne l'application de la convention sur les changements climatiques, la difficulté majeure provient du manque de personnel qualifié.

Les principales contraintes relevées dans la mise en œuvre de la Convention sont les incohérences des politiques sectorielles et l'insuffisance des ressources financières. L'incapacité des acteurs nationaux à mobiliser les fonds disponibles au niveau international se présente comme une des contraintes majeurs dans ce domaine. Les mécanismes de formulation des projets éligibles au fond disponibles sont encore mal maîtrisés par les acteurs nationaux. Les activistes des ONG, les agents du secteurs publics et privés sont tous confrontés aux mêmes difficultés.

Les derniers éléments de cette dernière partie de ce rapport ont trait aux leçons apprises de l'expérience de mise en œuvre des différentes conventions, à l'identification des besoins en renforcement des capacités et à la hiérarchisation de ces besoins.

L'expérience nationale de mise en œuvre des trois Convention des Nations Unies pour la Protection de l'Environnement Mondial a révélé sept problèmes majeurs qui sont les suivants :

- i. L'insuffisance de la transdisciplinarité ;
- ii. L'absence ou l'inexistence de coordination entre les structures de mise en œuvre ;
- iii. Les lacunes au niveau de la communication ;
- iv. Le manque d'infrastructures et de moyens matériels ;
- v. Le manque de ressources financières et l'incapacité de mobilisation des financements extérieurs ;
- vi. L'absence de liens entre l'évaluation environnementale et les Conventions ;
- vii. Les connaissances insuffisantes des procédures des partenaires extérieurs.

Les leçons apprises s'articulent autour de trois points : la nécessité d'une approche coordonnée ; la nécessité d'une approche transversale, globale et participatives ; la nécessité de capitaliser les fortes synergies qui existent entre les trois conventions.

La hiérarchisation des besoins à renforcer tient compte de la spécificité du secteur de l'environnement et de la pluralité d'acteurs qui y interviennent.

Les 11 angles d'attaque prioritaires identifiés se déclinent de la manière suivante :

1. Améliorer le niveau de sensibilisation et des connaissances pour une meilleure prise de décision ;
2. Optimiser la valorisation des ressources humaines en vue d'améliorer leur performance au sein des institutions ;
3. Clarifier les missions des institutions en vue de renforcer la coordination des interventions et la coopération entre les parties prenantes ;
4. Renforcer les capacités de bonne gouvernance en matière de gestion des ressources financières, des équipements et des biens ;
5. Renforcer les capacités en matière de gestion des données pour une meilleure élaboration des politiques et assurer une prise de décision efficace ;
6. Consolider le cadre national de politique pour l'application effective des dispositions législatives et réglementaires ;
7. Renforcer les capacités humaines en matière de négociation internationale ;
8. Intégrer les résultats de la recherche scientifique et technologique dans l'élaboration des politiques et des processus de prise de décision ;
9. Renforcer les capacités des acteurs de la Société civile et contribuer à la professionnalisation des ONG de l'environnement ;
10. Mettre en place des mécanismes incitatifs en vue de garantir un partage juste et équitable de bénéfices issus de l'utilisation des savoirs traditionnels conformément aux instrument du marché ;
11. Améliorer les mécanisme de transfert de technologie.



PARTIE I

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis son accession à la souveraineté nationale et internationale en 1960, la Côte d'Ivoire a signé et ratifié une cinquantaine de conventions internationales dont la Convention sur la Diversité Biologique, la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques et la Convention-Cadre sur la Désertification et la Dégradation des sols. L'originalité de ces trois traités internationaux, appelés aussi Conventions des Nations Unies pour la Protection de l'Environnement Mondial, réside en ce qu'elles définissent les contours d'un nouvel ordre écologique mondial fondé sur les principes de l'équité, de la justice sociale et de la solidarité.

Encadré 1 Les principes de Rio sur l'environnement et le développement

Les finalités :

- de placer l'être humain au centre des préoccupations (principe 1), notamment par la lutte contre la pauvreté (principe 5), dans le respect des générations présentes et futures (principes 3),
- de préserver les équilibres planétaires et les ressources environnementales pour le développement international, en infléchissant les modes de développement et en éliminant les modes de production et de consommation non durable (principe 8), au profit de ceux qui sont durables et dont la diffusion doit être favorisée (principe 9).

Les nouveaux principes :

- le principe de précaution en matière d'environnement (principe 15) ;
- le principe d'intégration de la protection de l'environnement comme partie intégrante du processus de développement (principe 4)
- le développement des études d'impact (principe 17) et de toute mesure qui, sans constituer de barrière injustifiée au commerce (principe 12), accroît la responsabilité de ceux qui causent des dommages (principes 13), tout en évitant le transfert d'activités polluantes (principes 14) ;
- le principe de responsabilité et de solidarité internationale. La protection de l'environnement et la lutte contre la pauvreté concernent tous les pays (principe 6), selon des responsabilités communes mais différenciées (principe 7). La coopération entre les Etats devra reposer sur la bonne foi (principe 27) sans nuire aux autres Etats (principes 2), qu'il convient d'avertir de toute catastrophe (principe 18) ou activité dangereuse pouvant les affecter (principe 19), sans remettre en cause le droit souverain de chaque nation à exploiter ses ressources ;
- le principe de participation et de nouvelle gouvernance. L'implication des citoyens dans les décisions est indispensable (principe 10) dans le cadre de mesures législatives efficaces (principes 11) et de mesures économiques internalisant les coûts grâce au principe du pollueur-payeur (principe 22).

La déclaration de Rio s'attache enfin à prévenir les risques liés aux conflits : la paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables (principes 25), les règles de l'environnement doivent être respectées en temps de guerre (principe 24) et pour les populations occupées ou opprimées (principes 23). Les différends ayant trait à l'environnement doivent être résolus pacifiquement (principe 20).

Source : IEPF. Energie Francophonie, numéro spécial Sommet de Johannesburg, 2002

Les problèmes actuels de l'environnement mondial, notamment la perte de la diversité biologique, le réchauffement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre, la destruction de la couche d'ozone, la désertification, la pollution des eaux internationales et marines, etc., imposent cette nouvelle approche dans la coopération entre les nations et les peuples du monde.

L'avènement d'une telle « démocratie verte » ne peut s'affirmer que par la mise en œuvre de ces grandes conventions vitales pour la survie de l'humanité. La réalisation de cette œuvre d'envergure planétaire doit prendre appui sur les capacités existantes au niveau de chaque partie contractante. Or, la capacité en tant qu'ensemble de moyens (financiers et humains, techniques, administratifs, sociaux, économiques et scientifiques), à mettre en œuvre en vue d'accomplir un objectif déterminé, constitue aujourd'hui l'une des problématiques majeures pour les pays en développement.

En vue de répondre à cette préoccupation, le système des Nations Unies a mis en place le Concept de l'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer (ANCR) pour gérer l'environnement mondial. La Côte d'Ivoire en tant que partie prenante bénéficie de ce projet dont les objectifs ont été définis par le Secrétariat du FEM avec le concours de l'UNITAR comme suit :

Encadrés 2 : Objectifs spécifiques des ANCR

- *Identifier, confirmer ou examiner les actions prioritaires dans les secteurs de la diversité biologique, les changements climatiques et la désertification/dégradation des sols respectivement ;*
- *Examiner les capacités connexes à renforcer au plan sectoriel et intersectoriel ;*
- *Susciter des actions ciblées et coordonnées et des demandes ultérieures de financement extérieur et d'assistance ;*
- *Relier les mesures prises par les pays à leur cadre national de gestion environnementale et de développement durable.*

Source : GEF. Guide de l'Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour Gérer l'Environnement Mondial

1.1. Contexte de l'étude

La présente étude s'inscrit dans le cadre du Projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour Gérer l'Environnement Mondial (ANCR – GEM). Ce projet vise à recenser les priorités et les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités pour la gestion de l'environnement mondial, en particulier dans les domaines de la diversité biologique, des changements climatiques et de la désertification.

A la suite de quatre études thématiques, définissant les mesures précises de renforcement des capacités dans les secteurs de la diversité biologique, des changements climatiques, de la lutte contre la désertification et de l'intégration des questions nationales relatives à l'environnement dans les conventions internationale, il s'agit ici de produire un document d'ensemble intégrant toutes ces synthèses thématiques, en catégorisant et en procédant à un classement par ordre de priorité les besoins intersectoriels.

Les études thématiques relatives à la mise en œuvre des trois Conventions des Nations Unies pour la protection de l'environnement mondial ont révélé de nombreuses interactions, des similarités et des chevauchements dont la compréhension et l'appréhension à travers une approche coordonnée peuvent améliorer l'efficacité. Il en est ressorti un état des forces et faiblesses dans la mise en œuvre des Conventions (références documents ancr).

Au total, le bilan de la mise en œuvre des conventions en Côte d'Ivoire est mitigé. Certes des avancées notables ont été réalisées, mais beaucoup reste encore faire. Cette situation a nécessité de dresser une synthèse des réalisations et d'identifier les priorités en matière de renforcement des capacités en vue de rendre plus efficace le processus de mise en œuvre des Conventions. Cette étude s'inscrit dans cette perspective.

Conformément à cet objectif général, les termes de référence de l'étude en définit les objectifs spécifiques de la manière suivante.

1.2. Rappel des objectifs de l'étude

- Produire un document d'ensemble qui intégrera toutes les synthèses thématiques en catégorisant et en procédant à un classement par ordre de priorité les domaines communs et particuliers par thème ;

- Entreprendre un examen et une analyse des synergies intersectorielles potentielles et évaluer les capacités à renforcer et les complémentarités entre les trois (3) conventions ;
- Proposer différents moyens pour renforcer les capacités de façon efficace et efficiente ;
- Définir les synergies intersectorielles qui existent entre les trois (3) conventions et dans la protection de l'environnement en général ;
- Définir et décrire les capacités à renforcer des parties prenantes identifiées et suggérer le niveau de capacité minimale et/ou optimale nécessaire pour la mise en œuvre durable des dispositions des conventions ;
- Identifier les problèmes rencontrés en recherchant les questions prioritaires identifiées dans le secteur d'intervention ; identifier les causes fondamentales du problème ; dire à quels niveaux (individuel, institutionnel, systémique) se trouvent les problèmes de renforcement des capacités ;
- Définir les actions de renforcement des capacités pour remédier aux faiblesses constatées dans le secteur d'intervention ;
- Préparer un rapport final présentant les résultats des évaluations thématiques et les actions potentielles possibles pour renforcer les capacités ;
- Présenter le rapport et les résultats au cours d'un séminaire national de parties prenantes (le consultant doit participer à la préparation et l'animation d'un séminaire national et de six (6) séminaires régionaux et de validation de son rapport de l'environnement mondial et en assurer le secrétariat en collaboration avec le coordonnateur national du projet).

1.3. Méthodologie de l'étude

D'une durée de 30 jours, cette étude a été réalisée du 19 juillet au 19 août conformément aux clauses du contrat de consultation. L'étude a été conduite en quatre phases. La première phase a consisté à décrypter et à analyser les résultats des études thématiques consignés dans quatre documents. Durant la deuxième phase, nous avons exploré les documents du Projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial afin d'en comprendre la philosophie et situer la présente étude dans son contexte. La lecture des travaux existant sur les trois grandes conventions concernées et les discussions avec le coordonnateur national du projet ont constitué l'ossature de la troisième phase.

La quatrième phase a été consacrée à la rédaction de ce présent rapport composé de quatre parties. A la suite de la présentation qui, en plus des généralités sur la problématique de l'environnement mondial, rappelle les objectifs et la méthodologie de l'étude, la première

partie résume le processus de mise en œuvre de trois conventions en Côte d'Ivoire en soulignant les progrès accomplis en matière de renforcement des capacités ; la deuxième partie fait la synthèse des acquis et des problèmes rencontrés dans l'application de chaque convention ; enfin la troisième partie présente et catégorise, par ordre de priorité, les besoins intersectoriels en matière de renforcement des capacités. L'étude comporte une conclusion, une bibliographie, des annexes, des tableaux, des textes encadrés et une liste de sigles et autres acronymes.



PARTIE II

SYNTHESE DES RAPPORTS THEMATIQUES

2.1. Processus de mise en œuvre des Conventions: Synthèse des principales composantes

Bien avant l'avènement des Conventions sur la Diversité Biologique, les Changements Climatiques et la Désertification, la Côte d'Ivoire a entrepris un certain nombre d'actions visant à protéger l'environnement. La signature des conventions ci-dessus a donné un nouveau dynamisme à cette œuvre. Aussi, l'analyse de ce processus ne fera-t-il pas de césure entre les actions ayant été réalisées avant et après la signature desdites conventions. On procédera à un bilan global dont on mettra en lumière les éléments pertinents par rapport aux différentes conventions.

2.1.1. Rappel des progrès accomplis par la Côte d'Ivoire par rapport à ses engagements de partie prenante aux différentes conventions

Les progrès accomplis par la Côte d'Ivoire seront présentés et analysés à travers les actions relatives :

- au cadre législatif et réglementaire ;
- au cadre institutionnel
- aux plans de stratégie
- aux fonds de financement
- aux études réalisées
- aux projets exécutés et en cours de réalisation

2.1.1.1. Cadre législatif et réglementaire

Après s'être engagé à l'échelle panafricaine en 1961, lors de la rencontre d'Arusha sanctionnée par un manifeste, l'Etat ivoirien prend un ensemble de textes visant à mettre à jour la réglementation héritée de l'époque coloniale en matière de protection de la nature. Deux actes juridiques majeurs, notamment la loi n° 65-255 du 04 août 1965 relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse et la loi n° 65-425 du 20 décembre 1965 portant sur le code forestier, sous-tendent cette politique de protection de la nature. Suivant l'article 3 de la loi du 04 août 1965, la protection de la faune consiste "à assurer la conservation et l'enrichissement qualitatif et quantitatif des animaux des espèces sauvages vivant naturellement dans le pays, tant sur les surfaces relevant du domaine de l'Etat que sur les terrains des particuliers". Cette conservation est assurée, suivant les termes de l'article 4 de la dite loi, par 9 procédés dont "la constitution et l'entretien de réserves naturelles intégrales ou artificielles et de parcs nationaux" ; "la protection intégrale ou partielle des espèces animales ou menacées d'extinction ou présentant un intérêt scientifique, ou nécessaires à l'équilibre biologique, ou particulièrement utiles à l'homme, ou dont l'exploitation pour le tourisme cynégétique ou visuel comporte un intérêt économique ou éducatif" et "l'éducation globale de la population tant par l'enseignement aux différents degrés que par les moyens audiovisuels en vue de susciter une prise de conscience nationale de la notion de protection de la nature".

Ces bases juridiques de l'action environnementale de l'Etat ivoirien sont renforcées par le décret n°78-231 du 15 mars 1978 créant un domaine forestier permanent. Ce domaine permanent de l'Etat comprend les forêts classées, les parcs nationaux et les réserves qui couvrent respectivement 13% et 6% du territoire national.

Près de deux décennies plus tard, notamment en octobre 1996, l'Etat de Côte d'Ivoire se dote d'une loi-cadre portant **Code de l'Environnement**. Composée de six titres répartis en 113 articles, le Code de l'Environnement place le pays au rang des nations à sensibilité écologique aiguë. L'article 2 en définit les six principaux objectifs, à savoir :

- protéger les sols, les sous-sols, sites, paysages et monuments nationaux, les formations végétales, la faune et la flore et particulièrement les domaines classés, les parcs nationaux et réserves existantes ;
- établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation afin de valoriser les ressources naturelles, de lutter contre toute sorte de pollution et nuisance ;

- améliorer les conditions de vie des différents types de population dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ;
- créer les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ;
- garantir à tous les citoyens, un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ;
- veiller à la restauration des milieux endommagés.

Pour la première fois dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, une loi consacre la nécessité de l'**Etude d'Impact Environnemental** comme l'indique l'article 39 du Code l'Environnement : « Tout projet important susceptible d'avoir un impact sur l'environnement doit faire l'objet d'une étude d'impact préalable. Il en est de même des programmes, plans et politiques pouvant affecter l'environnement. Tout projet fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi pour vérifier la pertinence des prévisions et adopter les mesures correctives nécessaires ». Mieux, en application de ce Code, le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 détermine les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement.

Dans cette dynamique de consolidation du cadre juridique, l'Etat de Côte d'Ivoire se dote, en 1998, d'une **loi portant Code de l'Eau**. Cette loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 couvre, en effet, l'ensemble des activités liées à l'eau. Elle porte sur l'hydraulique humaine, l'hydraulique agricole, la gestion de l'eau dans les zones humides, les aménagements ou ouvrages hydrauliques destinés au transport ou à la production d'hydroélectricité.

Sensiblement à la même date, l'Assemblée nationale vote, à l'unanimité, la loi 98-750 du 23 décembre 1998 portant **Code Foncier Rural**. Cette loi, qui consacre la reconnaissance des droits coutumiers des populations sur les terres héritées de leurs ancêtres, influence directement les rapports entre les différents acteurs de l'économie rurale en Côte d'Ivoire.

La Constitution de la Côte d'Ivoire, votée par voie référendaire en juillet 2000, accorde une place de choix aux questions d'environnement. En effet, cette Loi fondamentale, la deuxième du pays, ayant d'ailleurs consacré la deuxième République, comporte deux articles¹ traitant

¹ Article 16 : Le droit à un environnement sain est reconnu à tous.

Article 29 : La protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale.

explicitement de l'environnement. Il s'agit d'un pas important étant donné que la première constitution ne comportait aucun article relatif à la protection de l'environnement.

La loi n° 2002-102 du 13 février 2002 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et des réserves naturelles enrichit le cadre législatif et démontre l'engagement de la Côte d'Ivoire à mieux gérer la diversité biologique.

L'évolution de ce cadre juridique s'inscrit dans la dynamique internationale car non seulement il puise ses racines dans la convention de Londres relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel de 1933, mais il s'inscrit dans l'esprit et la lettre de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles signée à Alger en 1968 et ratifiée par la Côte d'Ivoire en 1969.

Les récapitulatifs des textes juridiques et réglementaires pris en application des Conventions par la Côte d'Ivoire sont consignés dans les tableaux 1 et 2.

Tableau 1 : Récapitulatifs des textes juridiques et réglementaires pris en application des Conventions par la Côte d'Ivoire

Nature du texte	Nombre
Loi	84
Ordonnances	09
Décrets	316
Arrêtés	200
Autres dispositions réglementaires (circulaires, délibérations, décision)	14

(Source : Livre blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire ; données mises à jour)

Tableau 2 : principaux textes législatifs et réglementaires depuis 1992

Année	Désignation du texte	Domaine de prédilection
1996	Loi n° 96 – 76 du 03 octobre 1996 portant Code de l'Environnement	Environnement
1996	Décret n° 96 – 894 du 08 novembre 1996	Environnement

	déterminant les règles et procédures applicables aux Etudes d'Impact Environnemental	
1998	Loi n° 98 – 750 du 23 décembre 1998 portant Code Foncier Rural	Foncier rural
1998	Loi n° 98 – 755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau	Ressources en eau
2002	Loi n° 2002 – 102 du 11 février portant Organisation et Création des Parcs et Réserves	Diversité biologique

2.1.1.2. Pertinence du cadre législatif et réglementaire par rapport aux conventions

Les textes législatifs et réglementaires existants créent un cadre juridique favorable pour l'application des engagements pris par la Côte d'Ivoire. Le Code de l'environnement prend en compte toutes les préoccupations contenues dans les trois conventions, qu'il s'agisse d'obligations générales que celles concernant spécifiquement les pays en développement. Toutefois, les pesanteurs d'ordre politique (clientélisme), sociologique (corruption, laxisme des agents assermentés), culturel (méconnaissance par les ruraux des lois et règlements concernant l'environnement), social (pauvreté de la majorité des populations vivant en milieu rural), ne permettent pas toujours d'atteindre les objectifs fixés par le très dense cadre juridique et réglementaire.

2.1.1.3. Le cadre institutionnel

La mise en œuvre de la politique environnementale est le fait de structures administratives et techniques. Leur création remonte aux premières heures de l'existence de la Côte d'Ivoire souveraine. Ces structures se cristallisent dans de simples comités, directions, sociétés, agences et départements ministériels. Dès 1960, il est mis en place un Comité National de la Protection de la Nature (CNPN) dont la principale attribution est la création de réserves naturelles. Mais immédiatement après la proclamation de l'indépendance le 7 août, un arrêté du 19 août 1960 du ministre de l'Agriculture et de la Coopération institue la Direction des Eaux et Forêts et en définit les attributions et l'organisation.

Au terme de l'article 2 de cet arrêté, la Direction des Eaux et Forêts est chargée de :

- la constitution, la délimitation, la conservation, l'aménagement, le reboisement ou l'enrichissement et l'exploitation des domaines forestiers de l'Etat et des collectivités soit publiques, soit coutumières locales ;
- l'application des mesures de protection et de conservation des sols non cultivés en liaison avec la direction des sols ;
- le classement, la surveillance et l'aménagement des parcs nationaux et réserve de flore et de faune ;
- la protection de la faune, l'organisation et la surveillance de la chasse et tourisme cynégétique ;
- la pêche et la pisciculture continentales en eaux douces et en lagunes ;
- l'assistance aux collectivités et coopératives rurales pour tout ce qui touche les questions de productions et de protection forestières, chasse, pêche et pisciculture en eaux douces et saumâtres ;
- le répression des infractions à la réglementation en matière de conservation et d'exploitation des forêts, pêche en eaux douces et lagunaires, chasse et protection de la faune et conservation des sols non cultivés ;
- l'avis de la direction des Eaux et Forêts est obligatoire à l'appui de toute proposition d'acte de disposition définitive ou temporaire du domaine forestier public ou privé et notamment en matière de concessions rurales.

Au niveau des départements administratifs du pays, le service des Eaux et Forêts est alors assuré par les circonscriptions techniques appelées régions dont le siège et le ressort sont ceux des départements.

La création, en 1966, de la Société pour le Développement des plantations forestières (SODEFOR) par le décret n° 66-422 du 15 septembre 1966, s'inscrit dans une dynamique de consolidation institutionnelle. Deux missions essentielles furent assignées à la SODEFOR conformément à ses statuts initiaux. Il s'agit : premièrement, d'étudier et de proposer au Gouvernement de Côte- d'Ivoire, toutes les mesures tendant à assurer l'exécution des plans de développement de la production forestière et des industries connexes, soit par intervention directe, soit en coordonnant, en dirigeant et en contrôlant l'action des différents organismes publics ou privés intéressés; deuxièmement, de trouver, en liaison avec les organismes de recherche, des méthodes pour améliorer la croissance des forêts naturelles plus ou moins

exploitées (J.O.R.C I., 1966, pp. 38-48). La SODEFOR² est transformée par le décret n° 80-1251 du 28 novembre 1980 en Etablissement public administratif, puis en en établissement public à caractère industriel et commercial par le décret n° 85-132 du 20 février 1985. La lourdeur qui caractérise généralement le fonctionnement des Etablissements Publics a conduit l'Etat à rendre à la SODEFOR son statut de société d'Etat par le décret n° 93-206 du 3 février 1993. La société a pour objet «de participer à l'élaboration et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'enrichissement du patrimoine forestier national, de développement de la production forestière, de valorisation des produits de la forêt, de sauvegarde des zones forestières.

Jusqu'à la création, en 1971, de deux Secrétariats d'Etat chargés respectivement des Parcs nationaux et de la Reforestation, la SODEFOR constituait la seule institution nationale spécialisée en matière d'environnement rural. Une **Commission Nationale pour l'Environnement** était mise en place le 24 janvier 1973. Créée par décret n° 73-31 du 24 janvier 1973, la Commission Nationale de l'Environnement est un organisme consultatif présidé alors par le Ministre du Plan. Sa création constitue l'une des réponses majeures données par les autorités ivoiriennes aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972.

Le décret de création de cette commission lui assignait entre autres attributions celles "d'assister les ministères techniques et les administrations régionales dans toutes les actions qu'elles pourraient entreprendre en rapport avec les problèmes d'environnement, de lutte contre la pollution ou de sauvegarde des ressources naturelles" et de "tenir à jour l'inventaire des sites et ressources naturelles du pays et de donner tout avis utile concernant leur conservation, leur gestion et leur aménagement en vue de l'amélioration du cadre et des conditions de la vie humaine" (J.O.R.C.I., n° 15/73 du 29 mars 1973, p.492).

Dès 1974, le secrétariat d'Etat chargé de la Reforestation cède la place à un véritable département ministériel des Eaux et Forêts. Un ministère de la protection de la nature se substitue, dans le gouvernement du 3 mars 1976, au secrétariat d'Etat chargé des Parcs nationaux. Le gouvernement du 2 février 1981 comptait un ministère de l'Environnement.

2

L'article premier de ce décret stipule que : la société pour le développement des plantations forestières, établissement public à caractère industriel et commercial, est transformée en société d'Etat dénommée Société de développement des Forêts, en abrégé SODEFOR.

Les années 1970 marquent, de ce fait, le début d'une véritable institutionnalisation de l'approche environnementale en Côte-d'Ivoire. La création de toutes ces instances, malgré la brièveté d'existence³ de certaines d'entre elles, suggère l'importance que les autorités nationales accordaient aux questions relatives à la gestion de l'environnement.

L'évolution institutionnelle, surtout à partir des années 1980, se caractérise aussi par la multiplicité des instances de gestion de l'environnement.

2.1.1.3.1. Institutions chargées des Actions de sensibilisation et d'éducation environnementales

Parallèlement à ce processus d'institutionnalisation de l'action environnementale, l'Etat ivoirien a multiplié des opérations de sensibilisation du grand public. Dans cette optique furent instituées une journée de la nature le 26 octobre 1968 et une journée de l'arbre le 28 juillet 1983. Si la première manifestation ne résulte que d'une décision d'un Conseil des ministres, la journée de l'arbre a fait l'objet d'un décret qui, en son article 1er, dispose que "cette journée est consacrée à souligner l'importance de l'arbre et de la forêt dans notre environnement, dans notre développement" (J.O.R.C.I., 25 août 1983, p. 425). Le 4 juin 1986 est créé le "Comité national de défense et de lutte contre les feux de brousse". Le "Comité national de défense de la forêt et de lutte contre les feux de brousse" s'est vu assigné six objectifs :

1) proposer au gouvernement des mesures utiles et émettre des recommandations tendant à empêcher la déforestation inconsidérée et la destruction de la faune;

2) mettre au point une stratégie efficace de lutte contre les feux de brousse et les incendies de forêts, et rechercher les moyens nécessaires à son application;

3) assister les ministères techniques et les organismes publics ou privés dans l'application des mesures proposées par le comité et approuvées par le gouvernement;

4) proposer et aider à mettre en œuvre les moyens d'éducation et d'information pour sensibiliser les populations urbaines et rurales, mais aussi les jeunes, scolarisés ou non, sur la nécessité :

- de protéger la forêt ivoirienne et sa faune
- d'éviter les feux de brousse et incendies de forêts.

³ Le Secrétariat d'Etat chargé de la Reforestation a fonctionné du 8 juin 1971 au 23 juillet 1974; celui chargé des Parcs nationaux a été dissout le 3 mars 1976 pour être remplacé par le Ministère de la Protection de nature qui n'ira guère au-delà du 20 juillet 1977.

5) étudier les mesures dissuasives ou de pression à exercer à l'encontre des contrevenants à la réglementation en la matière.

6) coordonner et orienter les efforts entrepris sur toutes les questions relatives à l'objet du comité (J.O.R.C.I., du 26 juin 1986, p. 354).

L'exécution des missions du Comité national de Défense de la forêt et de lutte contre les feux de brousse est assurée par un secrétariat permanent suivant l'article 12 de l'Arrêté n° 150 MINIAGRA du 25 juin 1991 organisant la direction générale des Eaux et Forêts.

Les conséquences économiques et écologiques des incendies de forêt des années 1983 –1984 (Tableau 3) expliquent l'intérêt que les autorités compétentes accordent au Comité national de défense de la forêt et de lutte contre les feux de brousse.

Tableau 3 : Conséquences économiques et écologiques des feux de brousse en 1983

Désignation de l'espace Endommagé	Nature du Dommage	Surface endommagée (ha)
Forêts classées	Atteintes	1 036 000
	Détruites	60 000
Plantations de Cacaoyers	Atteintes	101 6000
	Détruites	36 918
Plantations de Caféiers	Atteintes	108 400

Sources : PNAE, 1994

L'année 1988 fut décrétée "l'année de la forêt ivoirienne". Composée de trois articles, le décret n° 87 du 22 juillet 1987 déclarant l'année 1988, "année de la forêt ivoirienne" et créant un comité interministériel de supervision dispose entre autre que " *à cet effet, seront organisées des manifestations visant à développer chez l'Ivoirien l'amour et le respect de la forêt et à inciter les particuliers et les collectivités rurales et urbaines à planter des arbres afin de constituer des boisements*" (J.O.R.C.I., du 27 août 1987, p. 324).

2.1.1.3.2. Les institutions intersectorielles d'envergure nationale

Un acte majeur au niveau institutionnel constitue la création, en 1997, par décret présidentiel d'une **Agence nationale pour l'Environnement**. Cette action s'inscrit dans la perspective des mesures arrêtées par le **Plan National d'Action Environnementale (PNAE)**. Le décret n° 97-393 du 9 juillet 1997 portant création et organisation de cet établissement public à

caractère administratif lui assigne dix missions précisées à l'article 4 dudit décret comme suit :

- Assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ;
- Effectuer le suivi et procéder à l'évaluation des projets du Plan d'Action environnementale (PNAE) ;
- Constituer et gérer un portefeuille de projets d'investissement environnementaux ;
- Participer aux côtés du ministère chargé de l'Economie et des Finances, à la recherche de financements du PNAE ;
- Garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et programmes de développement ;
- Veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'information environnementale ;
- Mettre en œuvre la procédure d'étude d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro-économiques ;
- Mettre en œuvre les Conventions internationales dans le domaine de l'environnement ;
- Etablir une relation suivie avec les réseaux d'ONG.

Pour réaliser ces objectifs vitaux l'agence est dotée d'une direction ayant à sa tête un directeur assisté de quatre sous-directeurs chargés de la gestion des départements suivants :

- La sous-direction de la Planification, du Suivi et de l'Evaluation des projets ;
- La sous-direction des Etudes d'Impact environnemental et du contrôle des projets ;
- La sous-direction des Affaires économiques et des Relations internationale ;
- La sous-direction des Affaires administratives et financières.

Au plan institutionnel, il convient de mentionner la création d'un Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) pour la mise en œuvre des orientations du Programme Cadre de gestion des Protégées. Les missions de l'OIPR ont été définies par l'article 20 de la loi n° 2002-102 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et des réserves naturelles. Elles sont au nombre de 6 :

1. La gestion du patrimoine foncier qui en constitue l'assise ;
2. L'exercice de la police administrative ;
3. L'exercice de la police judiciaire ;

4. La mise en œuvre d'une politique de gestion durable par la promotion des activités légalement permises en fonction de la nature juridique du parc ou de la réserve considérée et de sa zone périphérique ;
5. La cas échéant, la coordination ou la réalisation des études nécessaires à la création, à l'extension, ou à l'aménagement d'un parc, d'une réserve ou de sa zone périphérique ;
6. L'information, l'éducation et la communication.

Dans cette perspective d'évolution institutionnelle et conformément à la Lettre de déclaration de politique forestière d'octobre 1999 ayant arrêté les nouvelles orientations de la politique forestière, un comité interministériel de coordination et de pilotage de la politique forestière⁴ (CICPPF) a été créé par décret présidentiel le 27 juin 2001. Ce décret précise que ce comité sera assisté par une Cellule Technique Pluridisciplinaire (CTP) qui en assurera le secrétariat.

Cette cellule a été effectivement créée en décembre 2001 par un arrêté signé par le premier ministre, les ministres des Eaux et Forêts et de l'Economie et des Finances. Placée sous la tutelle technique et administrative du ministère des Eaux et Forêts, la cellule technique pluridisciplinaire comprend cinq spécialistes⁵. Toutefois, pour lui assurer une efficacité de fonctionnement, l'arrêté de création accorde à la cellule une autonomie financière vis-à-vis de la tutelle. Cette équipe, très restreinte d'ailleurs, bénéficie de l'assistance technique d'un expert international affecté auprès de la cellule par les bailleurs de fonds.

⁴ Présidé par le premier ministre, ministre de la planification du développement, ce comité est composé des ministres en charge des Forêts, de l'Agriculture, en charge de l'Intérieur, de l'Economie et des Finances, de l'Industrie, du Tourisme, de la Justice, de la Recherche scientifique, de l'Environnement, du commerce, de la Famille, de la femme et de l'enfant.

⁵ L'article 3 de l'arrêté de création de la cellule technique pluridisciplinaire en précise la composition de la manière suivante :

- un coordonnateur forestier, nommé par le Ministre des Eaux et Forêts ;
- deux experts forestiers chargés du suivi technique des programmes et activités forestières ;
- un économiste financier, chargé de l'évaluation économique et financière des programmes ;
- un sociologue chargé du suivi socio-économique des programmes et projets forestiers.

2.1.1.3.3. Les institutions nationales actuelles de mise en œuvre de la politique en matière d'environnement.

Le Tableau 4 présente le ministère en charge de l'environnement et ses services

Tableau 4 : Le ministère de l'environnement et ses services

N°	Départements ministériels	Direction centrale	Quelques missions majeures	Structures sous tutelle	Quelques missions majeures
1	Ministère d'Etat, ministère de l'environnement	CNDD	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la concertation entre les différents acteurs intervenant dans les domaines de l'environnement, du social et de l'économie ; - Promouvoir la participation des populations à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et stratégies relatives au développement durable ; - Emettre des avis sur toute politique ou stratégie susceptible d'affecter les dimensions environnementales du développement durable ; - Favoriser la mise en œuvre du développement propre 	ANDE	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ; - effectuer le suivi et procéder à l'évaluation des projets du PNAE ; - garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et programmes de développement ; - mettre en œuvre la procédure d'étude d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro-économique.
		DPSE	<ul style="list-style-type: none"> - suivre la mise en œuvre des politiques et stratégies de protection de l'environnement ; - suivre les activités de protection de l'environnement - suivre la mise en œuvre des conventions et accords internationaux en matière d'environnement ratifiés par la Côte d'Ivoire ; - suivre la mise en œuvre des projets financés par le FEM et le PNUE ; - coordonner les activités des points focaux des conventions internationales relatives à la protection de l'environnement ; - gérer le partenariat avec le secteur privé, les ONG et les OCB ; 		
		DPE	<ul style="list-style-type: none"> - planifier et contrôler les politiques environnementales à l'aide des plans nationaux, régionaux, départementaux et communaux d'environnement ; - publier des revues d'information, d'éducation et de communication sur l'environnement ; - publier l'état de l'environnement ; - Coordonner les projets y compris ceux financés par le FEM, le PNUE, le NEPAD et la coopération bilatérale et multilatérale - Réaliser les études prospectives en matière d'environnement 	CIAPOL	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôler et surveiller la pollution des milieux aquatiques et atmosphériques - contrôler la pollution et les nuisances industrielles avec l'intégration du Service de l'inspection des Installations classées (SIIC)

Tableau 4 (suite et fin) : Le ministère de l'environnement et ses services

		DCV	<ul style="list-style-type: none"> - Suivre les politiques en matière de cadre de vie ; - Gérer le partenariat avec les collectivités territoriales, les secteurs privés, les ONG et les OCB en ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie dans les villes et villages ; - Assurer le suivi environnemental de l'aménagement du territoire ; - Contrôler le bon fonctionnement des réseaux d'assainissement et de drainage. 	OIPR	- restructurer et gérer les parcs et réserves
		DPN	<ul style="list-style-type: none"> - Suivre la mise en œuvre des politiques de conservation du réseau des parcs nationaux et des réserves naturelles et élaborer des stratégies pour leur gestion durable ; - Suivre les politiques nationales relatives à la gestion de la faune sauvage ; - Suivre la mise en œuvre des conventions et accords internationaux relatifs aux parcs nationaux et réserves naturelles, notamment la convention relative aux zones humides d'importance internationale (convention de Ramsar) et la CITES (convention de Washington). 		

Compte tenu du caractère transversal des problèmes d'environnement, plusieurs autres départements ministériels du gouvernement ivoiriens concourent à la résolution de certains problèmes environnementaux spécifiques.

Le Ministère des Eaux et Forêts

Ce département est chargé de gérer et de contrôler les forêts classées, de définir et mettre en œuvre le Plan National de Reboisement, gérer les ressources cynégétiques, de lutter contre les feux de brousse et de forêt, de mettre en œuvre le Code de l'Eau.

La structure sous tutelle de ce ministère, en l'occurrence la Société de Développement des Forêts (SODEFOR) est chargée de gérer l'ensemble des forêts classées de Côte d'Ivoire. La SODEFOR a développé le Projet Sectoriel Forestier (PSF) dans le cadre de la phase transitoire de la mise en œuvre du Plan Directeur Forestier (PDF). Forte de cette expérience, la SODEFOR assure le point focal de la gestion forestière durable et la certification forestière initiée par l'Organisation Africaine du Bois (OAB) et l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT), conformément aux recommandations de l'Agenda 21. Un groupe national

de travail (GNT) multidisciplinaire y est constitué depuis juillet 2004. L'objectif de ce groupe est de doter la Côte d'Ivoire des premières normes nationales de gestion durable des forêts.

Le Ministère de la construction et de l'urbanisme (MCU)

Ce département assume, entre autres missions d'Etat, la gestion du réseau d'assainissement et du drainage. La Direction de l'Assainissement s'occupe précisément de la programmation des plans directeurs d'assainissement, de drainage, du suivi des études et de travaux relatifs aux réseaux primaires en vue de contrôler leur conformité avec les plans d'urbanisme.

Le Ministère d'Etat, Ministère des infrastructures économiques

Ce département s'occupe, entre autre missions d'Etat, de l'alimentation des populations en eau potable, de la collecte des données et des mesures hydrologiques. Ces structures sous-régionales lui permettent de jouer un rôle important dans l'Organe national de coordination de la Convention pour la lutte contre la désertification.

Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Administration Territoriale est concerné par la protection de l'environnement en raison de l'implication des collectivités territoriales et locales (Communes, Districts, Villes, etc.) qui lui sont rattachés.

Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances détermine les allocations budgétaires attribuées annuellement aux différentes structures étatiques impliquées dans la gestion de l'environnement. Les projets FEM sont placés sous la tutelle financière de ce département qui abrite d'ailleurs le Point focal FEM-GEF.

Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture

Une structure sous tutelle de ce département ministériel est directement impliquée dans la gestion de l'environnement. L'Agence Nationale D'Appui au Développement Rural (ANADER) mène des actions de vulgarisation de bonnes pratiques agricoles et d'encadrement des populations rurales et agricoles. Cette structure technique bénéficie de l'expertise du Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA) disposant de sept sections : pathologie animale ; écotoxicologie, hygiène alimentaire, analyse des semences, aquaculture, nutrition animale et insémination artificielle.

Ce ministère assure la tutelle du Programme National de gestion des Terroirs et d'Equipeement Rural (PNGTER).

Le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques

La Direction des productions halieutiques de ce département ministériel participe directement à la gestion de l'environnement.

Le ministère de la Recherche Scientifique

Ce département dispose de centres et d'institutions de recherche qui interviennent dans la gestion de l'environnement. On peut citer le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) dont les recherches portent sur la diversité biologique, les milieux savanicoles menacés par la désertification et sur la foresterie en liaison avec la problématique des changements climatiques. Le Centre de Recherche Océanologique (CRO) conduit des activités, entre autres, sur la diversité biologique et la pollution lagunaire et marine.

Le ministère de l'enseignement supérieur

Les universités, les centres et instituts de recherche, les laboratoires sous tutelle de ce département participent par leurs programmes d'enseignement et de recherche à la gestion durable de l'environnement.

Le Centre de recherche en Ecologie (CRE) et ces deux stations de recherche LAMMTO et Taï, l'UFR-des Sciences et Gestion de l'Environnement (UFR-SGE), l'Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles (IREN) de l'université d'Abobo-Adjamé développent des activités orientées vers la gestion de l'environnement. Il en est de même de l'université de Cocody dont le Centre National de Floristique (CNF), le Laboratoire de physique de l'atmosphère et l'UFR Biosciences déploient des activités de recherche dans le sens de la gestion de la biodiversité et des changements climatiques.

A ces institutions nationales de recherche, il faut d'ajouter celles qui sont d'origine étrangère. Il s'agit de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, ex-ORSTOM), du Centre Suisse de Recherche Scientifique (CSRS), de l'Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) et du Centre International pour l'Amélioration du maïs et du blé (CIMMYT).

A ces départements ministériels et autres structures étatiques (Tableaux 5), il convient d'ajouter les organisations non gouvernementales (ONG), les entreprises privées et institutions de coopération bilatérale et multilatérale.

Tableau 5 : Autres départements ministériels intervenant dans la gestion de l'environnement

Ministères	Domaines d'intervention	Niveau d'implication dans la gestion de l'environnement
Eaux et Forêts	Protection des ressources naturelles	Forte
Construction et Urbanisme	Gestion de réseaux d'assainissement	Moyen
Infrastructures économiques	Régulation des mécanismes de gestion des ressources en eaux	Faible
Administration du territoire	Administration de la gestion de l'environnement urbain et rural	Faible
Economie et des Finances	Financement des opérations de protection de l'environnement	Moyen
Agriculture	Mission de vulgarisation de techniques culturelles respectueuses de l'environnement	Moyen
Productions animales et Ressources halieutiques	Utilisation durable des ressources animales et halieutiques	Moyens
Recherches scientifiques	Programmes de recherches soutenant les politiques d'environnement ; Mise au point de nouvelles technologies d'exploitation durable des ressources	Moyen
Enseignement supérieur	Institutions de formation relatives à l'environnement ; Laboratoires développant des itinéraires techniques et technologiques pour un développement propre.	Moyen

ONG

Apparues en Côte d'Ivoire au début des années 1980, les Organisations non gouvernementales de sauvegarde de l'environnement (que nous qualifions d'ONG écologistes) se sont multipliées à la veille du sommet de Rio². Fondées conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, on estime leur nombre à plus d'une centaine. Dans cet ensemble, il existe quelques associations qui font preuve de dynamisme. Il s'agit, d'abord, de la Croix verte de Côte d'Ivoire, fondée en 1982 par une équipe de jeunes. Cette ONG se distingue par ses actions en faveur des sites naturels sacrés, qu'elle tente de protéger et valoriser en tant que patrimoine naturel vital de la Côte d'Ivoire.

² La prolifération d'ONG durant les années 1980 est un phénomène mondial. Au Brésil, par exemple, 550 sur 1000 ONG écologistes recensées au début des années 1990 ont été créées durant cette décennie. (Léna Ph., 1996 : 575)

Ensuite, on peut citer l'ONG Côte d'Ivoire Nature. Créée au sein du ministère de tutelle d'alors et dont la direction, jusqu'à une date récente était assurée par la direction du parc zoologique d'Abidjan. D'obédience gouvernementale, cette association a su s'ériger en une véritable ONG en prenant son indépendance au milieu des années 1980. Il lutte pour la sauvegarde de l'éléphant de Côte d'Ivoire.

Puis suit l'ONG SOS Forêt, fondée par des universitaires nationaux au milieu des années 1990. Cet ONG a pour spécificité de vouloir fournir une masse critique pour une meilleure appréhension des problèmes environnementaux. Elle mène des études fondamentales sur les écosystèmes divers et variés, allant des mangroves aux forêts tropicales humides, en passant par les savanes sèches. L'ONG milite également en faveur des jardins botaniques et autres sites naturels d'intérêt écologique certain.

Enfin, l'ONG Côte d'Ivoire Ecologie qui émane d'initiative féminine, lutte contre la pauvreté des femmes par la promotion d'activités compatibles avec la gestion durable de l'environnement.

Ces ONG locales travaillent en synergie avec certaines ONG internationales comme le Fonds mondial pour la nature (WWF) ; Conservation International (CI) ; Afrique Nature International, Birdlife International, etc.

D'une manière générale, ces associations interviennent toutes, à des degrés et niveaux variés, dans la conservation de la diversité biologique, dans la lutte contre la désertification et les changements climatiques. Leurs activités portent, entre autres, sur :

- ✓ l'Information, l'Education et la Communication (IEC)
- ✓ la conservation de la flore
- ✓ la conservation des écosystèmes
- ✓ la promotion de la pharmacopée africaine
- ✓ le renforcement des capacités en matière d'identification, d'inventaire, d'étude et de suivi de la diversité biologique.
- ✓ l'agrobiodiversité

2.1.1.3.4. Agences multilatérale de coopération

Ce cadre institutionnel sera incomplet si le Programme PNUD/FEM de micro financement était omis. En effet, bien qu'ayant un statut particulier, cette institution intervient dans la gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire à travers des micro projets. La première activité conduite par l'ONG Croix verte de Côte d'Ivoire a bénéficié d'une ligne budgétaire du Programme PNUD/FEM de micro financement. Ce budget a permis à l'ONG de réaliser un premier inventaire de la flore et de la faune dans la forêt sacrée de Kolodio à Tabagne, au nord-est de la Côte d'Ivoire.

Les différents points focaux chargés de la mise en œuvre des Conventions internationales relatives à la protection de l'environnement collaborent étroitement avec les représentations du système de Nations unies en Côte d'Ivoire.

Le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) du Canada intervient également en Côte d'Ivoire pour appuyer la recherche et d'autres actions de protection de l'environnement en appuyant surtout les ONG locales.

2.1.1.4. Pertinence du cadre institutionnel par rapport aux Conventions

Il existe en Côte d'Ivoire un cadre institutionnel très dynamique qui s'adapte constamment aux évolutions qui s'opèrent dans le monde en matière de protection de l'environnement. De nouvelles structures se créent pour répondre aux attentes des partenaires internationaux, mais et surtout pour attaquer avec détermination les problèmes nationaux d'environnement. La précision et la bonne répartition des missions au sein du Ministère ivoirien de l'environnement permettent de mieux répondre aux défis de l'environnement mondial par l'application des recommandations des trois grandes conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques et la désertification.

La participation de ces institutions aux actions de protection de l'environnement demeure limitée. Les actions sont souvent sectorielles et les coordinations tardent à se mettre en place. C'est pour corriger cette insuffisance, en ce qui concerne le secteur forestier, qu'il a été créé un Comité Interministériel de Coordination et de Pilotage de la politique forestière en Côte d'Ivoire. Malheureusement la Cellule Techniques pluridisciplinaire créée pour en assurer le secrétariat n'a pas eu les moyens et la liberté indispensables à la mise en œuvre de option,

pourtant intéressante. L'interférence politique, favorisé notamment par la situation socio-politique marquée par les clivages idéologiques inhibiteurs au niveau de l'appareil d'Etat est à l'origine de cet échec.

En tout état de cause, hormis le Ministère d'Etat, Ministère de l'environnement ; le Ministères des Eaux et Forêts dont les missions sont de contribuer à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et partant de veiller la protection de l'environnement, les autres départements ministériels n'interviennent dans ce domaine que de manière incidente. Les capacités dont disposent ces ministères non spécialisés en matières sont limitées et la politique nationale ne permet pas encore, malgré des signes encourageants de ces dernières années, combler ce déficit.

Les actions les plus significatives réalisées par les ministères de l'environnement et des Eaux et Forêts relèvent de projets financés essentiellement de l'extérieur. Les limites de telles actions résident dans la dépendance de la volonté des bailleurs enclins à des sanctions liées parfois à des considérations idéologique, malgré le caractère universel des problèmes d'environnement. En exemple, le Projet Secteur Forestier piloté par la SODEFOR sur financement de la Banque Mondiale n'a pas été conduit à terme parce que cette structure de financement imposait à la Côte d'Ivoire une réorientation intégrale de sa politique forestière. Les innovations (les Commissions paysans-forêts ; les coopératives de travailleurs, les plans de zonages prévoyant des séries agricoles, etc.) entreprises au cours de ce projet ont ainsi été réduites à néant.

2.1.1.5. Plans de stratégie

L'élaboration des plans de stratégie globale de développement et de protection de l'environnement remonte, en Côte d'Ivoire, à l'époque des Plans quinquennaux de développement économique et social. Les orientations en matière de protection de l'environnement ont toujours été au centre des préoccupations des pouvoirs publics ivoiriens. Mais c'est depuis les années 1990 que cette dynamique s'est démocratisée avec l'avènement des Plans Nationaux d'Action pour l'Environnement (PNAE).

2.1.1.5.1. Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE).

Depuis la conférence de Rio dite Sommet de la planète, tous les pays africains se sont engagés dans l'élaboration de Plans Nationaux d'Action pour l'Environnement (PNAE). L'attrait et l'efficacité du PNAE viennent à la fois de son approche et de sa méthode. Il privilégie une approche concertée que l'on pourrait qualifier de « démocratie verte », associant dans un effort commun de réflexion et d'échange les différentes composantes de la société. En ce qui concerne sa méthode, l'élaboration du PNAE utilise en général les préceptes classiques de la planification consistant à la définition des objectifs sectoriels et globaux puis en la détermination des moyens pour les atteindre. Cette méthode de planification par objectif introduit un surcroît de rationalité dans la planification en permettant d'identifier clairement et les causes et les objectifs (à court, moyen et long terme), et les obstacles, puis de dégager les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs ciblés.

Adopté en Conseil des ministres le 13 décembre 1995, le PNAE s'attache, en Côte d'Ivoire, à :

- promouvoir une stratégie de développement durable et gérer de manière rationnelle les ressources naturelles ;
- protéger le patrimoine de biodiversité
- améliorer le cadre de vie.

Six principes sous-tendent la stratégie du PNAE en Côte d'Ivoire :

- ✓ continuité
- ✓ concertation
- ✓ cohérence
- ✓ concentration
- ✓ coopération et échanges
- ✓ coordination

La stratégie générale combinant les actions à court et long terme se traduit à plusieurs niveaux. Un premier niveau de prise en compte de la problématique environnementale est la traduction par secteur. La traduction régionale du PNAE-CI constitue le deuxième niveau. Le troisième niveau est la traduction institutionnelle, réglementaire et fiscale. Le quatrième niveau prend en compte le volet international.

2.1.1.5.2. Pertinence avec les conventions étudiées

Le processus d'élaboration du PNAE-CI s'est largement inspiré des principes novateurs et fondateurs des conventions internationales issues de Rio. Il s'est appuyé sur la participation et l'implication de toutes les couches socio-professionnelles du pays à tous les niveaux, du local au national en passant par le régional et le départemental. La cohérence avec les dispositions des conventions internationales s'affirme à travers l'approche globale développée par le PNAE-CI qui prend en compte tous les domaines couverts par les concepts d'environnement et de développement durable. Dans la mesure où, les objectifs globaux du PNAE – CI visent le développement durable, ils rejoignent ceux des trois principales conventions de Rio.

Le PNAE – CI a défini des Programmes – Cadre et des secteurs ou des activités qui sont étroitement liés aux trois conventions des Nations Unies pour la protection de l'environnement mondial. Il constitue de ce fait le document de référence et d'orientation en matière de politique environnementale en Côte d'Ivoire.

Par exemple, le Programme-Cadre « Développement agricole durable » du PNAE-CI qui insiste sur une mise en valeur des ressources agricoles est répons aux articles correspondants des trois conventions :

- La Convention pour la Lutte contre la Désertification (CLD) recommande respectivement en ses articles 10.3e et 10.4, un programme d'irrigation durable et des pratiques agricoles durables. Ses objectifs rejoignent ceux du programme-Cadre qui sont, entre autres, de créer un cadre d développement agricole, améliorer la sécurité alimentaire par la stabilisation des systèmes d'exploitation agricole, l'augmentation de la productivité dans un cadre respectueux de l'environnement.
- La préservation de la biodiversité fait l'objet d'un programme national dont les objectifs sont de conserver et enrichir le patrimoine forestier et de gérer l'environnement et promouvoir les aires protégées. Cet objectif de conservation des ressources naturelles se retrouve dans les conventions qui recommandent : (i) des mesures préventives pour les terres non dégradables et une gestion durable des ressources naturelles (article 10.2c de la Convention pour la Lutte contre la Désertification) ; (ii) une gestion rationnelle des puits et réservoirs de GES (biomasse, forêts, océans et autres écosystèmes) article 4.1d de la Convention-Cadre sur les changements Climatiques.

- Les objectifs du programme-cadre du PNAE-CI rejoignent ceux de la Convention sur la diversité biologique dont l'article 8, alinéas a, b, c k, recommandent la : (i) la création et la gestion d'aires protégées et de zones adjacentes ; (ii) la réglementation et la gestion des ressources biologiques ; (iii) la protection des espèces et des populations menacées.
- La pollution et les nuisances industrielles constituent une préoccupation nationale prise en compte par un programme du PNAE-CI. Cette préoccupation se retrouve dans la Convention sur la diversité biologique (14.1d), la convention pour la Lutte contre la Désertification (10.3 et 10.3b) et la Convention-Cadre sur les changements Climatiques (article 4.1c).

La place accordée au PNAE-CI dans cette rubrique s'explique par le fait que ce Document constitue la boussole de l'action environnementale dans le pays car il prend en compte tous les aspects de la problématique environnemental tels qu'ils sont dans les articles dans différentes conventions.

2.1.1.5.3. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Ce document prévoit une enveloppe de 5 milliard de F CFA destinée à la préparation et à la mise en œuvre du Programme d'Action National (PAN) de lutte contre la désertification. En outre les mesures suivantes y ont été identifiées comme prioritaires :

- la lutte contre la dégradation des terres
- la protection des sols contre les pollutions.

2.1.1.5.4. La réforme forestière

Issue du Plan Directeur Forestier (1988-2015), elle a mis en place une stratégie de sauvegarde du patrimoine forestier ivoirien par l'exécution d'actions en vue d'une exploitation durable des ressources forestières.

2.1.1.5.5. Autres Stratégies et plans

- **Stratégie de gestion intégrée des ressources en eau (2000-2015)**

Trois programmes de ce plan sont en relation avec le Convention sur la désertification :

- la gestion des sécheresses
- l'hydraulique agricole

- promotion de la petite irrigation
- **Plan Directeur Forestier (PDF), 1988-2015**
- **Plan d'action pour la conservation de la diversité biologique (depuis 2000)**
- **Plan de développement agricole**
- **Le Plan National de Développement de la Santé (PNDS)**
- **Plan National de Développement du Secteur Education-Formation (PNDEF).**

Tous ces plans, stratégies et programmes incorporent dans leurs préoccupations les aspects environnementaux dans le processus de développement.

2.1.1.6. Fonds pour le financement de l'environnement

2.1.1.6.1. Fonds National de l'Environnement (FNDE)

Créé par le décret n°98-19 du 14 janvier 1998, ce fonds a pour objet de soutenir financièrement la politique de l'Etat relative à la protection et à la restauration de l'environnement et des ressources naturelles. Les ressources du Fonds proviennent des produits de la taxe de contrôle des installations classées, de la taxe d'examen des EIE, de la taxe environnement sur les navires de mer et pétrolier en escale en Côte d'Ivoire, de l'écotaxe, de la redevance de contrôle de la mise en conformité des véhicules automobiles aux normes antipollution et le produit des taxes et redevances créées en application du principe pollueur-payeur.

2.1.1.6.2. Fondation pour la gestion des aires protégées

Cette structure est chargée de mobiliser les énergie idoines pour assurer un financement pérenne des aires protégées en vue de la conservation *in situ* de la diversité biologique.

Les Fonds mentionnés ci-dessus sont en voie de constitution. Seul le cadre législatif et réglementaire existe. La principale contrainte réside dans la capacité à formuler des projets crédibles et à les soumettre à des bailleurs de fonds étrangers. Les capacités à négocier des Fonds étrangers sont insuffisantes dans le pays, d'où la nécessité de programmes de formation dans le domaine de l'identification et de montage de projets de financement.

2.1.1.7. Etudes disponibles sur la problématique environnementale

Les études réalisées sur la problématique environnementale sont :

- Livre Blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire, novembre 1994, 179p.
- Profil environnemental de la côte d'Ivoire. Document UICN, 1993, 44p.
- Stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique en Côte d'Ivoire. Document du ministère de l'environnement, 2003, 73p.
- Bilan des activités pour la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse en Côte d'Ivoire. Document du Ministère de l'environnement, 1999, 66p.
- Deuxième rapport national sur la diversité biologique. Document du ministère de l'environnement, 74p.
- Monographie nationale sur la diversité biologique. Rapport de synthèse ; Document du ministère de l'environnement. 2000, 273p.
- Diagnostic de l'environnement du littoral de Côte d'Ivoire, 2003

Ces études constituent des bilans diagnostics intéressants qui recensent tous les problèmes du secteur de l'environnement en Côte d'Ivoire. Ils formulent des recommandations pertinentes en matière de renforcement des capacités. Mais, il est difficile d'affirmer que les résultats de ces études sont pris en compte par les décideurs politiques. Même si la volonté politique y est, les moyens de l'application des résultats des études ne suivent pas encore. La mauvaise gouvernance des finances publiques peut aussi être à l'origine de cette insuffisance. L'affectation des ressources disponibles ne tient pas toujours compte des résultats des études, parfois commanditées par les pouvoirs publics. L'instabilité institutionnelle pourrait également expliquer cette insuffisance. Quand on change de ministre, c'est tout le cabinet, et parfois même tous les directeurs centraux (artisans de politiques sectorielles) qui sont touchés par le mouvement. On assiste alors à d'éternels recommencements au sein des ministères.

2.1.1.8. Projets exécutés et en cours de réalisation

Quelques grands projets de gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire sont consignés dans le tableau 6.

Tableau 6 : Synoptique de quelques grands projets de gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire

Désignation du projet	Structures nationales d'exécution	Sources de financement
Programme National de Gestion des Terroirs et de l'Equipement Rural (PNGTER)	Ministère de l'Agriculture	Banque mondiale
Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées (PCGAP)	Ministère de l'environnement	Banque Mondiale ; Union européenne ;
Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune (GEPRENAF)	Ministère de l'environnement	FEM/ GEF
Plan Foncier Rural (PFR)	Ministère de l'Agriculture	Agence française de coopération ; Banque mondiale
Projet sectoriel forestier (PSF)	Ministère des Eaux et Forêts (SODEFOR)	Banque mondiale
Projet autonome pour la Conservation du Parc National de Taï (PACPNT)	Ministère de l'environnement	KFW
Projet de Conservation du Parc national du Mont Sangbé	Ministère de l'environnement	Union européenne
Programmes Transitoires dans les Parcs nationaux : Comoé, Marahoué et Mont Péko	Ministère de l'environnement	Union européenne
Programme national de gestion de l'espace rural pour la mise en place d'un système d'information sur l'environnement (PNAGER)	Ministère de l'agriculture	Banque mondiale
Réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à l'amélioration de l'efficacité des bâtiments en Afrique de l'ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal)	Ministère de l'environnement	FEM
Contrôle de la pollution et préservation de la diversité biologique dans le grand écosystème marin de Guinée (Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin, Nigeria, Cameroun)	Ministère de la recherche scientifique (CRO)	FEM
Projet de lutte contre les végétaux aquatiques envahissants (VAE) les plans d'eau pour améliorer/restaurer la diversité biologique	Ministère de l'environnement (CIAPOL)	FEM/GEF
Projet « Forêts sacrées patrimoine vital de la Côte d'Ivoire »	ONG Croix verte de Côte d'Ivoire	FEM et CRDI
Projet de conservation de la biodiversité dans la forêt classée de Port Gauthier	ONG SOS Forêt	WCS
Projet « Aménagement des zones humides de la périphérie du parc national d'Azagny : gestion participative des mangroves de Fresco pour un développement humain durable	ONG SOS Forêt	PNUD / FEM
Projet « Apiculture et protection de la biodiversité »	Agence Africaine d'Assistance et de Développement	PNUD / FEM
Projet Elevage de faune sauvage (cephalophus maxwelli) dans la commune d'Azaguié	ONG Soroptimist International Club Ivoire	PNUD / FEM

Tableau 6 (suite et fin): Synoptique de quelques grands projets de gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire

Projet « création d'un jardin communautaire de plantes médicinales »	ONG Association de Soutien à l'Auto-promotion Sanitaire Urbaine (ASAPSU)	PNUD / FEM
Projet « Production de supports de communication pour la protection de l'environnement mondial »	ONG Côte d'Ivoire-Ecologie	PNUD / FEM
Projet « Reboisement énergétique et foyers améliorés dans les régions des lacs et du N'zi Comoé (Yamoussoukro, Toumodi et Dimbokro)	ONG Côte d'Ivoire Ecologie	PNUD / FEM
Projet « Intégration de l'agriculture à l'environnement dans la région de Buyo »	UFR-SGE, université d'Abobo-Adjamé	CRDI
Projet « Inventaire et identification des espèces ichtyologiques des milieux lagunaires et marins côtiers	UFR-SGE Université d'Abobo-Adjamé	Coopération belge
Projet Inventaire des oiseaux de Côte d'Ivoire	ONG SOS Forêt	Birdlife International et Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF)

Sources : Livre blanc de l'environnement 1994 et rapports thématiques ANCR-GEM 2005

Beaucoup de projets ont été conduits à terme. Les projets conduits par des universitaires ont été porteurs en matière de renforcement des capacités. C'est le cas

- du Projet de lutte contre les végétaux aquatiques envahissants conduits par le CIAPOL ;
- du projet « Inventaire et identification des espèces ichtyologiques des milieux lagunaires et marins côtiers » de l'Université d'Abobo-Adjamé ;
- du Projet Inventaire des oiseaux de Côte d'Ivoire, conduit par les universitaires de l'ONG SOS-Forêt ;
- du Projet « Aménagement des zones humides de la périphérie du parc national d'Azagny : gestion participative des mangroves de Fresco développé par l'ONG SOS Forêt.

Les projets développés au sein des institutions de formation prennent appui sur les étudiants et pratique de la formation à la recherche par la recherche, d'où le renforcement naturel de capacités. Plusieurs étudiants rédigent des travaux de thèses et de DEA grâce au concours des membres des équipes qui prennent part au projet.

2.1.2. Identification et brève description des capacités antérieures et définition des activités à réaliser dans ce cadre

Selon le guide de l'ANCR – GEM du FEM, le renforcement de capacités se fait le plus souvent au moyen d'une formation pour faire acquérir des connaissances et améliorer les compétences incluant l'apprentissage par la pratique, la participation, l'adhésion active à l'action menée et le processus qui permet d'améliorer la performance grâce à des changements dans la gestion, la motivation, le moral et les niveaux de responsabilité.

Partant de cette acception, on peut dire que le renforcement des capacités concerne aussi bien les améliorations matérielles, l'infrastructure, les procédures de gestion du personnel et la communication.

Le renforcement des capacités n'implique pas nécessairement la création de nouvelles capacités. Il peut s'agir, dans de nombreux cas, de redéploiement ou de libération de capacités latentes.

☛ D'une façon générale, le renforcement des capacités porte sur :

- (i) La qualification des ressources humaines
- (ii) L'équipement des structures
- (iii) La mobilisation de fonds
- (iv) Le fonctionnement et les procédures de gestion
- (v) La gestion et la dissémination de l'information
- (vi) L'implication des populations.

Pour une meilleure identification des capacités, on les regroupera en trois grandes catégories :

- institutionnelles
- individuelles
- systémiques

2.1.2.1. Identification des capacités institutionnelles

Les institutions publiques

En matière de protection de l'environnement, les institutions publiques nationale tombent dans l'une des quatre catégories suivantes :

- (i) les institutions qui ne possèdent ni les moyens matériels ni le personnel qualifié ;
- (ii) les institutions qui possèdent les moyens matériels mais manquent de personnes ressources qualifiées ;
- (iii) les institutions qui n'ont pas de ressources mais disposent d'un potentiel humain de qualité ;
- (iv) les institutions qui présentent à la fois quelques capacités tant au niveau du matériel qu'à celui des personnes ressources.

En Côte d'Ivoire, ce sont les institutions publiques, à savoir le gouvernement, le parlement, l'appareil judiciaire qui décident des politiques nationales de protection de l'environnement. Ce sont ces institutions qui engagent et représentent la Côte d'Ivoire dans les instances internationales de négociation des conventions comme celles qui nous occupent. La ratification des conventions internationales est également des prérogatives des institutions publiques. Les conventions qui sont signées par les délégations ivoiriennes sont d'abord discutées en conseil des ministères, puis soumises à l'assemblée pour avis et autorisation de ratification.

Le Gouvernement

Il constitue la cheville ouvrière de la politique environnementale en Côte d'Ivoire. Les textes législatifs et réglementaires émanent des départements ministériels qui composent le gouvernement. Depuis la Constitution, loi fondamentale de la Côte d'Ivoire jusqu'au Code de l'environnement en passant par les divers décrets d'application des lois relatives à la protection de l'environnement, tout est conçu par les départements ministériels. Même si plusieurs départements ministériels contribuent tant bien que mal à la mise en œuvre de la politique publique en matière de protection de l'environnement, au sein du gouvernement il existe un département chargé exclusivement de l'environnement : le Ministère d'Etat, ministère de l'environnement. Ce ministère dispose de quatre directions centrales spécialisées et d'un service rattaché au cabinet du ministre à savoir la Commission Nationale du Développement Durable (CNDD).

La description exhaustive des tâches assignées à ces différents services est un gage d'efficacité. De plus, ce ministère clé, comporte trois structures sous tutelle, à savoir l'Agence nationale de l'Environnement (ANDE), créée par le décret n° 97-393 du 9 juillet 1997 ; le

Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL), créé par le décret n° 91-662 du 9 octobre 1991 et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR).

Des ministères comme ceux de l'enseignement supérieur et de la recherche jouent un rôle essentiel dans la consolidation des capacités institutionnelles pour la protection de l'environnement. Les universités, les grandes écoles et les centres de recherche relevant de ces départements ministériels forment aux divers métiers de l'environnement et réalisent des programmes de recherche sur les questions environnementales.

Le Parlement

Malgré l'existence d'une commission spécialisée au sein de cette instance publique animée par les élus du peuple, aucune loi relative à la protection de l'environnement n'a été proposée par les députés durant près d'un demi siècle de vie parlementaire.

Collectivités territoriales

La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays de l'Afrique subsaharienne est en phase de transition sur le plan des réformes institutionnelles et particulièrement dans la mise en place des structures prévues dans le cadre de la décentralisation.

Le processus de décentralisation prend véritablement de l'ampleur depuis l'entrée en application de la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 d'orientation sur l'organisation générale de l'administration territoriale. L'article 32 de cette loi stipule que l'administration décentralisée est assurée dans le cadre de collectivités territoriales qui sont :

- les régions
- les départements
- les districts
- les villes
- les communes.

Cet article définit par ailleurs les missions des collectivités territoriales comme suit :

- l'organisation de la vie collective dans la collectivité territoriale ;
- la participation des populations à la gestion des affaires locales ;
- la promotion et la réalisation du développement local ;
- la modernisation du monde rural ;
- l'amélioration du cadre de vie ;
- la gestion des terroirs et de l'environnement.

Dans la pratique, seuls les départements, les districts, les villes et les communes existent en Côte d'Ivoire. La création effective des régions n'interviendra qu'à l'ultime étape du processus de décentralisation.

Le département, conformément à la loi, dispose des organes suivants :

- (i) le Conseil général
- (ii) le Président du conseil général
- (iii) le Bureau du conseil général
- (iv) le comité économique et social du département.

Quant aux organes de la commune, en tant que collectivité territoriale regroupant des quartiers ou des villages, ils se présentent comme suit : (i) le Conseil municipal ; (ii) le maire ; (iii) la municipalité.

A côté de ces institutions publiques, interviennent de plus en plus activement dans le domaine de la protection de l'environnement des partis politiques, des organisations de la société civile, des chefferies traditionnelles, des sociétés privées

Les partis politiques

Depuis le retour au multipartisme en Côte d'Ivoire en 1990, l'arène politique ivoirienne compte plus de deux cents partis politiques qui occupent, à des degrés divers, les sphères de prise de décisions. Les responsables et les militants des partis politiques influencent le fonctionnement des institutions d'Etats comme le gouvernement, l'assemblée nationale, etc.

Les organisations de la société civile

Sous cette rubrique on peut regrouper les diverses associations socioprofessionnelles aussi bien de producteurs ruraux que de travailleurs d'entreprises publiques et privées ayant pour vocation de défendre les intérêts économiques et moraux de leurs membres. En milieu rural, par exemple, on insistera sur : (i) les organisations professionnelles de producteurs (groupements villageois, unions, coopératives, organisations faîtières, etc..) ; (ii) les syndicats agricoles ; (iii) les chambres d'agriculture, etc.

Organisation non gouvernementales (ONG)

Le cadre juridique actuel régissant le fonctionnement des ONG (loi 60-315 de septembre 1960) est le même que celui qui régit les associations du type parti politique, organisation civile ou confessionnelles, etc. ; il s'agit de la loi régissant les associations à but non lucratif.

Le cadre actuel qui rassemble toutes les associations non étatiques n'est pas approprié aux ONG de développement et de protection de l'environnement. Car l'ambition affichée de la quasi totalité des ONG en Côte d'Ivoire est de participer au processus du développement à la différence des partis politiques qui ne visent que la conquête du pouvoir.

Mais de plus d'un quart de siècle, il est apparu un nouveau type d'organisation de la société civile dénommée organisations non gouvernementale (ONG) dont le rôle est de mettre la pression sur les décideurs politiques afin que soit pris en compte les problèmes globaux de société, que sont la dégradation de l'environnement, la poussée démographique, la paupérisation des masses laborieuses, les maladies, etc. Les membres de ces ONG se recrutent dans divers corps socioprofessionnels différents et dans des différentes couches sociales. Les ONG contribuent à fédérer les énergies sociales au-delà des clivages socioculturels et politiques.

Les ONG dans le domaine de l'environnement fonctionnent conformément à la loi n° 60 – 315 du 21 septembre 1960 relative aux associations. Le caractère spécifique des ONG ne peut donc pas s'affirmer ce qui constitue un obstacle à leur épanouissement.

Les chefferies traditionnelles

Malgré l'urbanisation soutenue de la Côte d'Ivoire, les chefferies issues des sociétés traditionnelles continuent de jouer un rôle dans la gestion des affaires publiques au niveau des villages, des centres semi urbains et dans les quartiers des villes. A la fin des années 1990, les autorités coutumières ont mis en place une association au niveau national. Leur rôle prend, à nouveau, de l'importance et s'étend au domaine de l'environnement. En témoigne la charte pour la gestion des forêts sacrées initiée par la Croix verte et co-signée par les chefs traditionnels et le président de la république en 2000.

Les sociétés privées

Dans un système de production de type capitaliste comme le nôtre où la recherche du profit prime sur toutes autres considérations, la dimension environnementale du développement a été longtemps le dernier des soucis des entreprises privées.

Toutefois, ces dernières années, des entreprises privées prennent de plus en plus en compte la dimension environnementale dans leurs activités. Mise à part la réalisation des Etudes

d'Impact environnemental auxquelles elles sont astreintes par le décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études d'impact environnemental des projets de développement, certaines entreprises ouvrent en leur sein des sections « environnement », comme la SCB qui diffuse la norme ISO 2000; d'autres, comme IMPROBOIS, optent pour des aménagements forestiers durables, en prenant en gestion des forêts classées.

2.1.2.2. Définition des activités à réaliser dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles

Les activités à réaliser dans ce domaine tiennent compte des spécificités de chaque institution identifiée.

❑ *Les activités en direction de la Présidence de la république*

Les activités doivent être axées sur la sensibilisation des Conseillers spéciaux et des chargés de mission qui constituent les éclaireurs pour la prise de décision. Des *journées d'information environnementale* doivent être organisées à leur intention chaque année durant la quinzaine de l'environnement. A cette occasion, l'ouvrage sur l'état de l'environnement du pays sera présenté dans ces grandes lignes pour attirer l'attention des conseillers spéciaux et chargés de mission de la présidence sur l'importance de la dimension environnementale dans le développement socio-économique du pays. Des ateliers thématiques seront organisés pour chaque secteur d'activité en mettant l'accent sur leurs impacts environnementaux et le rôle qui revient aux conseillers et aux chargés de mission de la présidence dans la résolution de ces problèmes.

❑ *Les activités en direction du parlement*

Les députés, en tant qu'élus de la nation doivent être informés et formés à la gestion de l'environnement. A l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, des expositions, des conférences et vidéo-conférences seront organisées à l'attention de tous les députés.

Pour la sensibilisation permanente des députés, **des coins verts** seront créés au sein de l'hémicycle. Les membres de la commission parlementaire chargée de l'environnement seront formés aux outils de gestion de l'environnement comme l'Etude d'Impact Environnemental (EIE), l'Evaluation Stratégique Environnementale (ESE). Le ministère de l'environnement programmera **chaque année un cycle de séminaires de formation** dans ce sens à l'attention des députés de cette commission. Une **Journée Environnementale du Député Ivoirien**

(JEDI) devra être instituée. Le 16 juin date de clôture de la Conférence de 1972 sur l'environnement et le développement humain sera le mieux indiqué.

❑ *Les activités en direction des membres du gouvernement*

Les membres des cabinets et les directeurs centraux de tous les ministères doivent recevoir une formation en matière d'environnement. On instituera, **les séminaires verts du gouvernement** de Côte d'Ivoire. A ces séminaires seront invités des administrateurs d'agences pour l'environnement des pays qui sont réputés pour leur efficacité en matière de gestion de l'environnement pour échanger avec les directeurs de cabinets, les conseillers techniques, les directeurs centraux, les chargés d'études et de planification de tous les ministères ivoiriens. Les membres des comités interministériels doivent faire partie des délégations de chaque département ministériel. La Commission nationale de l'environnement (CNE) sera l'initiatrice de toutes ces activités. Au sein du ministère de l'environnement, il doit être créé **un service autonome** pour mieux coordonner les relations avec les ONG de l'environnement.

❑ *Les activités en direction des dirigeants des partis politiques*

Les responsables des partis politiques influencent les parlementaires, les ministres et le président de la république (pour le parti au pouvoir). Cette influence est guidée le plus souvent par le désir de satisfaire aux promesses électorales faites à leurs différentes clientèles. Cette influence varie selon le poids numérique ou politique du ou des partis concernés. Les dirigeants des partis les plus significatifs doivent être constamment sensibilisés sur les questions environnementales.

Au cours de la quinzaine environnementale, deux journées doivent être consacrées à la formation des dirigeants de partis politiques significatifs. Le titre de **ces séminaires de formation** serait « **Partis politiques et protection de l'environnement en Côte d'Ivoire** ». Les partis politiques significatifs doivent être représentés à la Commission nationale de l'environnement.

❑ *Les activités en direction de la chefferie traditionnelle*

Les dirigeants des associations de chefs traditionnels doivent être parties prenantes à toutes les manifestations publiques relatives à la protection de l'environnement. Par exemple, les chefs traditionnels doivent faire partie des délégations officielles de la caravane de l'environnement

organisée chaque année à l'occasion de la quinzaine de l'environnement en Côte d'Ivoire. Faire en sorte que chaque délégation de chefferie traditionnelle comprenne un représentant des détenteurs des pratiques et coutumes ancestrales de protection de l'environnement. La chefferie traditionnelle doit avoir un représentant dans la Commission nationale de l'environnement.

❑ ***Les activités en direction des ONG***

Les responsables des ONG de l'environnement doivent être formés à la gestion des projets de protection de l'environnement, à la recherche de partenariat crédible. Les membres des ONG les plus actives doivent bénéficier, gratuitement, de formation complémentaire en environnement pour les rendre plus efficaces. Le ministère de l'environnement doit favoriser l'éclosion de fédérations d'associations en matière d'environnement pour s'assurer une collaboration franche et viable pour la protection de l'environnement. Le ministère doit instituer une carte d'accréditation (**Carte verte**) pour apurer le secteur des ONG de l'environnement. L'obtention de cette carte peut permettre à une ONG de bénéficier de l'aval des services publics dans le cadre de partenariat avec les organismes extérieurs.

❑ ***Les activités en direction des sociétés privées***

La répression a montré ses limites pour deux raisons. Premièrement, l'Etat n'a pas les moyens de cette politique et deuxièmement la corruption qui sévit dans les administrations publique ne permet pas d'appliquer la loi comme il se doit. Il faut donc privilégier désormais la sensibilisation et la formation. L'Etat doit envisager l'allégement de la fiscalité sur les entreprises qui réalisent des efforts pour « verdir » leur production. Les services des impôts doivent être formés à cette tâche d'institution d'une « fiscalité verte ».

2.1.2.3. Identification des capacités individuelles

Les institutions sont animées par des individus dotés de personnalités et de compétences diverses. Le cadre institutionnel permet l'épanouissement des capacités individuelles par la formation, les incitations financières et promotionnelles. D'une manière générale, on peut répartir les individus qui interviennent, d'une manière ou d'une autre, dans le domaine de l'environnement en cinq grandes catégories.

La première catégorie renferme tous ceux dont l'activité professionnelle a pour objet la protection de l'environnement ; ils exercent un métier lié à l'environnement. Pour les besoins de l'analyse on appellera les *professionnels de l'environnement ou environnementalistes*.

La deuxième catégorie concerne les activistes des mouvements politiques ou de la société civile de protection de l'environnement. On les appellera les *écologistes*.

La troisième catégorie est constituée de personnes dont les activités portent atteinte à l'environnement. Ils polluent l'environnement, ils détruisent les équilibres naturels, ils transforment les milieux physiques ou humains. On les désignera sous le vocable « *d'anthropiseur* ».

La quatrième catégorie d'intervenants se compose de scientifiques dont les recherches portent sur les diverses problématiques environnementales. Ils sont issus de diverses disciplines qui concourent aujourd'hui au développement des Sciences de l'environnement. On les désignera sous les vocables de *spécialistes de l'environnement*.

Une dernière catégorie pourrait concerner tous les décideurs politiques. Ils pourraient répondre à l'appellation *d' éco décideurs*.

Tous ces individus ou groupes d'individus peuvent être regroupés (Tableau 7), à l'exception des anthropiseurs (même si de plus en plus d'anthropiseur s'intéressent à la dimension environnementale de leurs activités), sous le vocable général **d'Acteurs d'environnement**. L'acteur d'environnement est ici défini non pas par son statut mais par son rôle fonctionnel dans un processus de gestion.

Tableau : 7 Typologie des acteurs d'environnement

Désignation	Nature sociologique	Domaine d'intervention
Professionnels de l'environnement ou environnementalistes	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnaires - Techniciens - Gestionnaires - Conservateurs - Forestiers 	Mise en œuvre des politiques environnementales
Eco-décideurs	<ul style="list-style-type: none"> - Personnalités d'institutions d'Etat - Conseillers techniques des politiques détenteurs du pouvoir d'Etat. 	Définition des politiques publiques de protection de l'environnement ; Ratification des conventions internationales en matière d'environnement.
Ecologistes	Activistes de mouvements associatifs, des partis politiques (notamment ceux de l'opposition), des ONG, des syndicats et autres associations de la société civile.	Contrepouvoir ; Exercice de pression sur les décideurs politiques.
Anthropiseurs	Tous les acteurs (industriels, exploitants, agriculteurs, pêcheurs) exploitant les ressources naturelles ou dont les activités ont un impact sur les dynamiques écologiques.	Exploitation des ressources naturelles.
Spécialistes de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Chercheurs - Enseignants - chargés d'études - consultants en environnement. 	Recherche, études et formation en matière d'environnement.

2.1.2.4. Brève description des capacités individuelles

Il serait fastidieux de procéder à la description de chaque acteur dans la gestion de l'environnement qui se présente de plus en plus comme un véritable jeu de société à dimension planétaire.

Mais il est évident que tous les acteurs d'environnement ne jouent pas le même jeu car ils poursuivent des objectifs différents et usent de stratégies tout aussi variées.

La brève description que nous proposons mettra l'accent sur des groupes d'acteurs tels que nous les avons identifiés précédemment en cinq catégories.

☛ Les professionnels de l'environnement ou environnementalistes.

Sous cette appellation nous regroupons tous ceux qui exercent une gestion intentionnelle de l'environnement. Par gestion intentionnelle on entend l'ensemble des initiatives qu'un professionnel (acteur spécialisé) entreprend pour faire évoluer l'état de l'environnement dans le sens positif. Les agents des ministères techniques ayant à charge la mise en œuvre des

politiques nationales d'environnement, des structures spécialisés, les travailleurs d'entreprises privées spécialisés dans la surveillance de l'environnement se retrouvent dans cette catégorie.

☛ *Les écologistes*

On appelle écologistes les membres des partis politiques et des associations de défense de l'environnement. En Côte d'Ivoire les animateurs de l'écologisme sont les ONG de l'environnement (il en existe plus d'une centaine) et les trois partis verts annoncés (leur action n'est pas visible sur le terrain politique).

☛ *Les anthropiseurs*

Dans cet ensemble d'acteurs nous ramenons tous les professionnels du bois, les agriculteurs (agro-industrie, planteurs de toutes catégories, pêcheurs, chasseurs et braconniers, industries rentrant dans la catégorie d'installations classée) et autres dont les activités entraînent la modification des conditions écologiques initiales. Ils transforment le milieu récepteur. Ils polluent, détériorent les conditions écologiques initiales. Toutefois, depuis la loi portant Code de l'environnement et son décret d'application relatif aux études d'impact, certains « anthropiseurs » s'inscrivent progressivement dans la dynamique de protection de l'environnement.

☛ *Les spécialistes de l'environnement*

Dans cet ensemble se retrouvent tous les universitaires, les chercheurs, les chargés d'études, les experts et autres consultants indépendants dont l'environnement constitue le domaine d'activité.

☛ *Les éco décideurs*

Sous ce vocable nous désignons les membres des cabinets des ministères techniques chargés de l'environnement, les conseillers spéciaux chargés de l'environnement à la présidence de la république, les membres de la commission spécialisée de l'assemblée nationale de Côte d'Ivoire.

Cette description n'est ni exhaustive ni étanche. En effet, un même acteur peut se retrouver à fonctionner dans plusieurs catégories à la fois. Des chercheurs peuvent être des membres actifs d'ONG de l'environnement, des conseillers spéciaux peuvent être militants de partis des verts.

D'autres types d'acteurs n'ont pas été mis en exergue ici, mais leur rôle n'est pas moins important. Ce sont les partenaires au développement et les bailleurs de fonds. En général, leur degré d'influence dépend de leur propre philosophie d'intervention ou de l'importance du financement apporté. Leur influence dans la prise de décision dérive du fait qu'ils assurent le financement des programmes d'environnement. Dans la plupart des cas, cette influence se situe dans la définition des orientations ou des domaines prioritaires et dans la budgétisation. Elle est surtout importante dans des situations où les Etats ne disposent d'aucune analyse prospective ou disposent de peu de capacités en matières de choix des options de développement durable.

2.1.2.5. Capacités systémiques

Ces capacités individuelles et institutionnelles ne peuvent se développer que si le cadre national de politique est cohérent et adapté aux exigences de protection de l'environnement. Ce résultat ne peut être atteint que si les principes de bonne gouvernance guident l'action de la société. Le respect de la loi et l'égalité de tous les citoyens devant cette loi constituent des gages de bonne gouvernance. Or il s'agit là d'un processus de longue haleine qui de surcroît est influencé par des facteurs extérieurs, comme la pression de groupes d'intérêt étrangers au pays et aussi à la lutte interne des forces en présence ayant des intérêts socio-économiques et idéologiques différents.

Un autre volet des capacités systémiques se situe dans le respect des intérêts souverains de la nation en gestion par les puissances étrangères et leurs multinationales. La stratégie de sauvegarde des intérêts nationaux incluant la protection de l'environnement pour les générations actuelles et futures d'Ivoiriens constitue un élément important en matière de renforcement de capacités.

Le dernier volet des capacités systémiques se situe au niveau de la volonté politique. Prendre des mesures idoines à temps et à toutes responsabilités nécessite une prise de conscience politique des acteurs du jeu social en rapport avec la gestion de l'environnement.

2.1.2.6. Définition des activités à réaliser dans le cadre du renforcement des capacités individuelles

➤ Activités destinées aux professionnels de l'environnement ou environnementalistes

Les professionnels de l'environnement sont plus ou moins formés aux mécanismes de gestion de l'environnement. L'activité majeure à leur endroit serait la formation à la perfection. Les pouvoirs publics doivent créer des conditions à même de favoriser l'organisation de stages de perfectionnement professionnel au profit des professionnels de l'environnement. Ces stages peuvent se faire tant à l'étranger que dans les structures nationales de formation dont les capacités techniques et humaines auront été elles-mêmes renforcées au préalable.

➤ Activités destinées aux « écologistes »

Les ONG d'environnement en Côte d'Ivoire, malgré leur détermination, souffrent de beaucoup de maux qui réduisent la portée de leurs actions.

Les activités à conduire en direction de ce groupe d'acteurs graviteraient autour de la formation : (i) aux concepts environnementaux ; (ii) au montage de projets crédibles ; (iii) à la gestion participative des projets ; (iv) à la recherche de financement extérieur à travers les mécanismes de financement de l'environnement existants au niveau mondial.

➤ Activités destinées aux « anthropiseurs »

Deux catégories d'acteurs doivent être distinguées : ceux qui sont en voie « d'écologisation » et ceux qui sont encore réticents à l'approche environnementale.

Les activités à envisager pour les entreprises en voie d'écologisation sont l'appui aux agents délégués à ces tâches par l'entreprise elle-même et la formation permanente de ces derniers aux évolutions des concepts environnementaux.

Quant aux entreprises qui résistent encore au changement, l'activité principale serait la mise en œuvre de mesures de coercition afin de les amener à adopter des attitudes écologiquement acceptables. Dans le cas échéant, ces entreprises doivent être fermées ou contraintes à la délocalisation.

➤ Activités destinées aux spécialistes de l'environnement

Les activités de recyclage seront développées en faveur des chercheurs et autres universitaires en activités en matière d'environnement. Ces activités peuvent se réaliser avec le concours

des institutions de l'AUEF, de la francophonie et d'autres institutions de coopération bilatérale.

Un autre ensemble d'activités devra porter sur la formation de nouveaux chercheurs spécialisés dans les différents domaines de l'environnement en mettant l'accent sur les aspects concernant les engagements de la Côte d'Ivoire sur le plan international.

Les grandes orientations esquissée dans les conventions internationales majeures devront faire l'objet de thèses et de travaux de recherche au niveau des universités et autres établissements d'enseignement supérieur.

➤ *Activités destinées aux éco décideurs*

Le ministère des affaires étrangères et le ministère de l'économie des finances devront prévoir des enveloppes au titre des conférences internationales à l'attention de ces acteurs. La participation aux différents forums internationaux renforceraient les capacités intellectuelles de ces acteurs, ce qui leur permettrait d'appréhender avec plus de discernement les grandes problématiques environnementales du pays.

2.1.2.7. Identification des capacités techniques

Les capacités techniques et matérielles (Tableau 8) sont indispensables au bon fonctionnement des institutions et à l'épanouissement des individus ou acteurs d'environnement. A l'image des autres pays en développement, la Côte d'Ivoire souffre de l'insuffisance de moyens techniques, matériels et financiers. Le récapitulatif de cette situation dans le domaine de la biodiversité illustre parfaitement le contexte national.

Tableau 8 : Capacités humaines et matérielles de quelques institutions dans le domaine de la biodiversité, le suivi écologique, la gestion de l'information, ainsi que l'existence de base de donnée (**Source :** Egnankou, ANCR-GEM, 2005)

Désignation de la structure	Capacités humaines	Moyens matériels	Base de données	Moyens matériels pour la gestion de l'information	Capacités humaines dans la gestion de l'information
INP – HB	2	2	1+	4	3
CNRA	4	2	1+	2	1
CCT – BNETD	1	1+	5	4	4
CRO	2	3	4	2	3
CIAPOL	1	0-1	1+	1-2	1+
Université	4	3	3	2	4
ZOO	1+	2	1+	1	1
SODEFOR	2	3	2	4	2
CRE (LAMTO)	2	2	4	1+	1+
IGT	1	1	3	4	3
CNF	3	2+	2	2+	1+

Légende : 0 = nul ; 1 = faible ; 1+ = faible mais indispensable dans le domaine de la biodiversité et zones arides ; 2 = moyen ; 3 = assez bien ; 4 = bien ; 5 = très bien.

2.2. Liste des résultats attendus et/ou déjà obtenus par les activités antérieures dans le cadre du renforcement des capacités

La création, la consolidation et le renforcement des capacités en matière de protection de l'environnement ont toujours été au centre des préoccupations des pouvoirs publics ivoiriens. Pour des raisons communes à toutes les nations en développement, les résultats obtenus dans ce domaine demeurent quasi insignifiants eu égard aux enjeux auxquels le pays doit faire. Toutefois, ces dernières années, résolument inscrite dans la dynamique de la coopération internationale en matière de protection de l'environnement, la Côte d'Ivoire a réalisé des résultats importants en matière de renforcement des capacités. Ces résultats peuvent être listés en matière de renforcement des capacités :

- institutionnelles
- législatives et réglementaires
- individuelles
- techniques et financières.

2.2.1. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités institutionnelles

- restructuration adéquate des services centraux du Ministère de l'Environnement ;
- recentrage de la coordination interministérielle par la mise en place d'un comité sous la direction du Ministère de l'Environnement ;
- l'institution au sein du cabinet du Ministre de l'Environnement d'une Commission nationale du développement durable (CNDD) ;
- création d'un Comité Interministériel de Coordination et de Pilotage de la Politique Forestière (CICPPF) ;
- existence d'une Commission de l'Environnement au sein du parlement ivoirien ;
- existence de trois structures sous tutelle du Ministère de l'Environnement : ANDE, CIAPOL, OIPR ;
- existence au sein de la SODEFOR d'un groupe de travail dont le but est de doter le pays des premières normes nationales de gestion durable des forêts ;
- désignation de la SODEFOR par l'OAB comme point focal en Côte d'Ivoire de la gestion forestière durable et la certification forestière.
- installation et fonctionnement des cellules de coordination pour la mise en œuvre des grandes conventions de protection de l'environnement ;
- installation de points focaux pour chacune des conventions ;
- installation au sein du Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances d'un point focal chargé de coordonner l'ensemble des relations avec les organismes de financement GEM.

2.2.2. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités humaines

- pilotage de projets de gestion de l'environnement ;
- formation des membres des ONG d'environnement ;
- naissance et développement des sciences de l'environnement dans les universités et centres de recherche de Côte d'Ivoire. La vocation première de l'université d'Abobo-Adjamé est de former de hauts cadres spécialisés dans le domaine de l'environnement ;
- organisation de plusieurs formations destinées aux gestionnaires de l'environnement issus de diverses disciplines scientifiques.

2.2.3. Résultats obtenus en matière de renforcement des capacités législatives et réglementaires

- vote des lois-cadre sur l'environnement et l'eau
- vote de la loi sur le foncier rural
- vote de la loi relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et réserves naturelles ;
- effectivité des décrets d'application des différentes lois dont celui sur les procédures d'études d'impact environnemental.

2.2.4. résultats obtenus en matière de renforcement des capacités individuelles

La Côte d'Ivoire dispose aujourd'hui d'une masse critique d'intellectuels œuvrant dans les divers domaines du secteur de l'environnement. Il s'agit de chercheurs et d'enseignants chercheurs, de chargés d'études au sein des ministères et d'autres structures sous tutelle (ANDE, CIAPOL, OIPR, BNETD, CNTG, etc.). Au sein de l'Unité de Formation et de Gestion de l'Environnement (UFR-SGE) de l'université d'Abobo-Adjamé ce sont une trentaine de chercheurs et d'enseignants-chercheurs qui exercent dans les diverses disciplines liées à l'environnement. Ils travaillent dans trois laboratoires au sein desquels ils assurent un encadrement scientifique des étudiants, du troisième cycle universitaire (DEA et doctorat). Il en est de même de l'université de Cocody où il existe une UFR des biosciences et un centre de floristique. L'institut de géographie tropicale de l'université de Cocody développe également des recherches dans le domaine de l'environnement.

La montage et l'exécution de projets de gestion de l'environnement par des nationaux représentent un canal de renforcement des capacités individuelles. En exemple, on peut citer le projet de lutte contre les végétaux aquatiques envahissants.

☛ Les capacités créées et renforcées en matière d'importation, d'élevage et de lâchers des agents de lutte biologique demeurent bien que le projet ait pris fin. La station d'élevage créée est toujours opérationnelle, les ABC (Agents of Biological Control) sont installés en Côte d'Ivoire et les lâchers se poursuivent toujours. La Côte d'Ivoire est devenue, à travers l'exécution de ce projet, un pays de référence pour les autres nations de la sous-région en termes d'expertises individuelles et collectives, de savoir et de savoir-faire, de laboratoire naturel, etc., dans le domaine de la lutte intégrée contre les végétaux aquatiques envahissants.

En effet, grâce à ce projet, les opérateurs nationaux, les ONG et autres structures impliquées disposent à présent de personnels bien formés.

2.2.5. résultats obtenus en matière de renforcement des capacités techniques et financières.

De nombreuses actions techniques sont réalisées comme celles qui visent à restaurer les milieux naturels dégradés. La plus illustrative de ces tentatives, c'est le reboisement qui est la réponse technique à la déforestation. Des projets d'assainissement et de drainage touchent les quartiers où vivent les populations les plus vulnérables.

En matière de transfert de technologies, on peut citer le cas de l'Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO).

Dans le domaine de la sélection variétale participative, les chercheurs de l'ADRAO et les paysans testent conjointement une gamme plus vaste de matériel végétal potentiellement utile. Ceci permet aux chercheurs d'appréhender ce que les paysans recherchent dans une nouvelle variété et, par conséquent, de cibler les activités d'amélioration variétale.

L'ADRAO dispose d'un centre d'information et de documentation moderne, équipé d'une salle de conférence. L'ADRAO dispose, au niveau de ses stations de recherche, des infrastructures qu'elle met à la disposition des chercheurs régionaux et des étudiants, participant ainsi au renforcement des capacités techniques et individuelles.

☛ La structure des programmes de recherche de l'ADRAO renforce son orientation stratégique, à savoir « lier les gains de la productivité à la gestion des ressources naturelles par un choix judicieux des écosystèmes cibles et des interventions de recherche ».

En matière de renforcement des capacités financières, la Côte d'Ivoire a mis en place des mécanismes endogènes de financement de la protection de l'environnement. Un Fonds national pour l'environnement a été créé. Une fondation a été instituée par la loi en vue de rechercher les financements adéquats et pérennes pour le secteur des parcs et réserves. L'Etat a pris l'engagement de maintenir le niveau de financement du secteur de l'environnement à un niveau acceptable de sorte à répondre aux engagements pris au niveau international.

☛ En 1992, par exemple, 17,5 % du budget spécial d'investissement et d'équipement était affecté au secteur d'environnement (Livre blanc, 1994). Le Document stratégique de réduction de la pauvreté prévoit au titre du secteur de l'environnement une enveloppe de 5 milliards de F CFA pour la préparation et la mise ne œuvre du programme de lutte contre la dégradation des terres et pour la protection des sols contre les pollutions.

Les Conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques et la désertification ouvrent des perspectives pour une mobilisation des financements extérieurs à travers les mécanismes créés par ces traités internationaux. La Côte d'Ivoire a aujourd'hui la possibilité de convertir une partie de la dette en programme de financement du développement durable

Encadré 10 : Convertir une partie de la dette ivoirienne en programme de financement du développement durable.

Les conversions de dette en programme pour l'environnement (CDPE) reposent sur le principe selon lequel une partie de la dette extérieure d'un pays lourdement endetté est annulée contre l'engagement du débiteur de créer des fonds en monnaie nationale dans le but de financer des programmes visant à un développement durable. Ce mécanisme met en relation plusieurs partenaires : le gouvernement débiteur, le créancier, une ONG internationale et une organisation publique ou privée locale. En général, l'organisation non gouvernementale internationale, active dans le secteur de l'environnement, joue le rôle d'intermédiaire entre les différents intervenants.

Source : Livre blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire, 1994



PARTIE III

SYNTHESE DES ACQUIS DANS L'APPLICATION DE CHAQUE CONVENTION

III.

Le Livre blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire a été rédigé et publié en 1994 par le comité national de Coordination du Plan national d'action pour l'environnement (PNAE). Il constitue de ce fait le document de synthèse dans lequel sont consignés les éléments du diagnostic de l'état de l'environnement, les grands axes de stratégie, mais également les programmes nationaux pour la protection de l'environnement en application aux différentes conventions dont ceux de Rio qui nous occupent ici. Les données de base du Livre Blanc font l'objet d'actualisation lorsqu'il s'agit de chiffres.

3.1. Rappel des Eléments contextuels

Les pouvoirs publics ont toujours eu conscience qu'une assistance technique et financière extérieure est nécessaire pour la création ou le renforcement des capacités techniques et institutionnelles indispensables à la mise en œuvre des politiques de développement durable : assistance technique, aide institutionnelle, soutien à l'exécution et au suivi du Plan d'Action pour l'Environnement (PNAE), formation, transfert de technologie.

Les objectifs du PNAE-CI dans le domaine de l'action internationale (Tableau 9) s'inscrivent justement dans l'objectif global de renforcement du cadre institutionnel :

- (i) amélioration du suivi des conventions internationales ;
- (ii) amélioration de la coordination de l'aide extérieure dans le domaine environnemental et plus généralement de l'aide au développement considérée sous l'angle environnemental ;

- (iii) amélioration du volet international de l'information environnementale (en particulier celle nécessaire aux bailleurs de fonds) et coordination avec la gestion de l'information à usage national ;
- (iv) renforcement de la coopération directe entre institutions ivoiriennes publiques ou privées, dont les ONG, et leurs homologues étrangères, nationales et internationales et dans les rencontres internationales traitant de l'environnement.

Tableau 9 : Stratégies internationales

Objectif général	Objectifs particuliers	Activités à mener	Outils
Intégration de la dimension internationale de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration du suivi des conventions internationales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacités du ministère des affaires étrangères ▪ installer une cellule de suivi au ministère chargé de l'environnement et la connecter au réseau de gestion de l'information environnementale ▪ installer un comité de suivi paritaire et pluridisciplinaire pour chacune des conventions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ éducation ; réglementation ▪ planification ; réglementation ; intervention ▪ études/recherches ; participation ; réglementation
	Amélioration de la coordination de l'aide extérieure	<ul style="list-style-type: none"> • organiser l'information des bailleurs de fonds sur les projets environnementaux en cours et en préparation • installer une cellule de coordination des projets environnementaux (à lier avec le projet PNUD IVC/88/005 de banque d'indicateurs de référence pour l'analyse des projets) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ éducation ; intervention ▪ planification ; études/recherches ; réglementation
	Intensification de la coopération décentralisée	<p>Agir au niveau régional et décentralisé</p> <p>agir au niveau sectoriel</p> <p>agir au niveau collégial (coopération directe entre groupes)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ planification ; études/recherches ; éducation ; participation ▪ planification ; études/recherches ; éducation ; participation ▪ planification ; études/recherches ; éducation ; participation
	Intensification de la participation de la Côte d'Ivoire aux instances internationales de décision dans le domaine environnemental	<ul style="list-style-type: none"> • programmer les participants par plans de 5 ans • renforcer les capacités de négociation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ planification ▪ éducation

Source : Livre blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire, 1994

Placée sous la tutelle du ministère en charge de l'environnement, la mise en œuvre des trois conventions (CDB, CCC, CLD) en Côte d'Ivoire a impliqué la collaboration et la participation des institutions, organisations et structures nationales provenant d'autres ministères techniques et de la société civile. La coordination de l'application est confiée à la Direction des Politiques et des Stratégies de l'Environnement (DPSE). Les points focaux désignés sont les principaux animateurs des activités de chaque convention et sont tous des fonctionnaires du ministère d'Etat, ministère de l'environnement.

3.2. Bilan de la mise en œuvre des trois conventions : Acquis et problèmes

3.2.1. Bilan de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique

☛ Acquis

La mise en œuvre de la CDB au plan national s'est traduite par les résultats suivants fortement reliés aux exigences de la Convention

- une monographie relative à la diversité biologique de la Côte d'Ivoire ;
- une stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique
- deux rapports nationaux produits et communiqués à la Conférence des Parties
- le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la convention.
- une attention soutenue du gouvernement de Côte d'Ivoire aux questions relatives à la gestion durable de la biodiversité par : (i) la réalisation d'un Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées ; (ii) la conduite à terme d'un projet de gestion participative des ressources naturelles et de la faune (GEPRENAF), (iii) la redéfinition de la politique forestière ; (iv) la création d'un Office des parcs et réserves (OIPR) ; (v) l'inscription au Programme d'Investissement publics (PIP) des activités liées à la Convention sur la diversité biologique afin de mobiliser des ressources financières nationales ;
- une collaboration entre structures gouvernementales et organisations de la société civile, en l'occurrence la SODEFOR, la Direction de la Protection de la Nature (DPN) et les ONG ;
- un décret sur les Etudes d'Impact Environnemental faisant de la conservation de la biodiversité une priorité nationale ;
- une évaluation de la diversité biologique par un inventaire taxonomique ;
- les échanges d'informations sont désormais facilités par la création d'un site WEB ;

- une réforme forestière accordant une attention particulière à la conservation de la diversité biologique *in situ*.

☛ Problèmes rencontrés

Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) sont essentiellement d'ordre financier et technique. La nature et l'envergure des actions à conduire nécessitent la disponibilité d'importants moyens financiers qui ont fait défaut à la Côte d'Ivoire. Du point de vue technique, il a été impossible de coordonner les activités de nombreux services dont les compétences touchent à la biodiversité.

Les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique relève également de plusieurs facteurs notamment :

- l'insuffisance de volonté politique ;
- la faible implication des populations directement concernées par la conservation de la diversité biologique ;
- l'instabilité politique
- la perte des connaissances traditionnelles en matière de diversité biologique ;
- l'insuffisance des spécialistes dans les domaines clés de la biodiversité ;
- la mauvaise utilisation des résultats scientifiques existants ;
- la pauvreté de la population ;
- la pression démographique de plus en plus forte sur les ressources naturelles.

Mais, la principale contrainte qui pèse aujourd'hui sur le processus de mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique, demeure le conflit armé dont les impacts sur la biodiversité sont imprévisibles. Une grande partie du parc national de la Comoé, l'un des maillons essentiels de la diagonale écologique de la Côte d'Ivoire échappe aux services du Ministère de l'Environnement. Il en est de même du parc national du Mont Sangbé et de la Réserve naturelle intégrale des Monts Nimba à l'ouest du pays.

3.2.2. Bilan de la mise en œuvre de la Convention sur les changements climatiques

☛ Acquis

❖ Institution de six organes :

- (i) une commission nationale comprenant toutes les parties prenantes ;
- (ii) une cellule de coordination ;
- (iii) une cellule de gestion placée sous la tutelle du Ministère ivoirien en charge de l'environnement ;
- (iv) une commission des chefs de groupe des différents volets d'activités.
- (v) un comité national de suivi des changements climatiques (CNSCC) composé de différents partenaires ministériels.
- (vi) un point focal du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) assuré par le Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement.

❖ Réalisation des activités et produits suivants :

- l'inventaire national faisant la synthèse des émissions de Gaz à effet de Serre (GES) conformément à l'article 4.1 a.
- identification des secteurs prioritaires en matière d'émission de GES : l'énergie ; l'agriculture, la déforestation et les déchets.
- détermination des mesures d'atténuation par secteur de façon à élaborer une stratégie nationale.
- les communications nationales (article 12) ;
- les rapports à la conférence des parties (article 7e).
- renforcement des capacités des ONG nationale en vue de leur implication dans les activités de réduction des émissions des gaz à effet de serre.

❖ Réalisation d'études

Deux études capitales ont été réalisées pour faire la situation de la contribution du pays aux émissions globales de gaz à effet de serre. La première étude a été financée par la coopération américaine à travers le programme « US Country Studies ». Achevée en 1996, elle a eu pour année de référence 1990 et a permis de faire l'inventaire des gaz à effet de serre, leurs sources et leurs puits.

Financée par le FEM, la deuxième étude a eu pour année de référence 1994. Elle a donné lieu à la publication, en février 2001, de la « Communication nationale initiale » permettant ainsi à la Côte d'Ivoire de concevoir ses propres stratégies de lutte contre l'évolution climatique et ses effets néfastes.

Parallèlement aux études d'inventaires, des études de vulnérabilité ont été menées en vue de déterminer les effets potentiels des changements climatiques sur quelques secteurs d'activités économiques en Côte d'Ivoire. Ces études ont porté essentiellement sur les ressources côtières et les forêts.

Sur la base des tendances observées ces dernières années, le scénario envisagé prévoit une augmentation des températures moyennes dans les deux zones, de +1°C, soit +0,5°C à l'horizon 2030 et +0,5°C en 2094 (horizon de temps de 100 ans), et une diminution des moyennes annuelles de précipitations de l'ordre de 25% (Kouassi, ANCR-GEM, 2005).

☛ *Problèmes rencontrés*

Les problèmes rencontrés sont d'ordre scientifique et technique, financier et institutionnel.

❖ *Problèmes d'ordre scientifique et technique*

Les ressources matérielles et humaines sont nettement insuffisantes :

- insuffisance des experts nationaux spécialisés dans les changements climatiques ;
- incohérence des données existantes selon les sources ;
- absence de coordination dans la gestion de projets et de la recherche en matière de changements climatiques ;
- manque de laboratoires spécialisés pour les recherches sur les changements climatiques.

La participation des chercheurs aux études sur les changements climatiques reste encore insuffisante.

La raison principale de cette insuffisance réside dans l'inexistence de structures nationales de formation en matière de changements climatiques. Il est aussi probable que la nature même du problème, qui n'a pas fait l'objet de préoccupation jusqu'à une date récente soit à l'origine de ce manque de cadres qualifiés. La recherche scientifique est « jeune » et elle a été longtemps

focalisée sur l'agronomie étant l'option prise par le pays en matière de développement axé sur l'agriculture. le processus en cours vise à former des jeunes gens, mais surtout à reconvertir les chercheurs en activités pour les rendre plus performants dans la recherche sur le climat.

❖ *Problèmes d'ordre financier*

Les ressources financières sont non seulement insuffisantes mais elles sont également difficiles d'accès. Cette situation est complexifiée par la mauvaise maîtrise des mécanismes et procédures de financements extérieurs.

Les nationaux ne sont pas encore familiers avec les procédures de recherche de financement, dans un domaine aussi récent. Il existe très peu de projets concernant ce domaine. Le pays est donc encore à la phase d'initiation.

❖ *Problèmes d'ordre institutionnel*

La commission nationale de suivi sur les changements climatiques fonctionne difficilement ; l'application des lois laisse encore à désirer et la coordination des activités apparaît difficile. Les autorités gouvernementales ne sont pas suffisamment sensibilisées à la question des changements climatiques.

Les changements climatiques ne constituent pas encore une priorité pour les autorités. Des problèmes de survie comme la lutte contre la pauvreté semble monopoliser leur attention au détriment de la problématique sur les changements climatiques qui, même si elle n'est pas complètement ignorée, ne constitue pas encore une priorité.

La multiplication des séances de sensibilisation restent la seule alternative pour remédier à cette situation.

3.2.3. Bilan de la mise en œuvre de la Convention pour la lutte contre la désertification

☛ Acquis

L'application de la Convention pour la lutte contre la désertification (CLD) a été marquée par la rédaction de trois rapports nationaux conformément à l'article 26 de ce traité.

D'autres actions ont été menées, notamment :

- l'organisation de journées nationales d'information et de sensibilisation ;
- la création et l'institution d'une cellule de coordination ;
- la création d'un comité national de suivi dans lequel sont représentés les institutions et les structures concernées par la problématique de la désertification.
- l'inscription de la préparation du Programme national de Lutte Contre la Désertification (PAN LCD) au Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) prévoyant une enveloppe de 180 millions de F CFA.
- l'identification de la lutte contre la dégradation et la protection des sols contre la pollution comme actions prioritaires par le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté au titre du secteur de l'environnement.
- l'élaboration et l'adoption du Plan Directeur de Développement Agricole visant (i) l'amélioration de la productivité et la compétitivité ; (ii) la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires ; (iii) la diversification poussée des productions agricoles.
- l'élaboration de la stratégie de gestion intégrée des ressources en eau (2000-2015) dont trois programmes peuvent contribuer à la lutte contre la désertification : (i) la gestion des sécheresses ; (i) l'hydraulique agricole ; (iii) la promotion de la petite irrigation.
- l'adhésion de la Côte d'Ivoire au Club du Sahel en 2004. Créé en 1976, le Club du Sahel se présente comme un forum de concertation et de plaidoyer en faveur d'un soutien accru et durable de la communauté internationale aux pays sahéliens victimes de la sécheresse.
- la stratégie des ONG dans le contexte du financement FEM/ONG élaboré en vue de conduire la seconde phase opérationnelle du programme de micro financement du FEM (FEM/ONG) prend en compte les préoccupations relatives à la lutte contre la désertification. Ce plan définit quatre zones d'intervention prioritaires (ZIP). Les actions retenues pour les ZIP 1 (savane) et ZIP 2 (forêt) concernent l'amélioration de l'efficacité énergétique des petites technologies en utilisant des bois et le charbon de

bois, la promotion des énergies alternatives (solaire, biogaz) au sein des communautés rurales, le reboisement pour la production ou l'utilisation rationnelle de la biomasse.

☛ ***Problèmes rencontrés***

La principale entrave à la mise en œuvre de la Convention pour la Lutte contre la Désertification a été l'insuffisance de moyens financiers malgré l'appui budgétaire accordé par l'Etat de Côte d'Ivoire. Cette situation met en exergue la grande dépendance vis-à-vis des financiers internationaux dans laquelle se trouvent les pays en voie de développement.

La situation de guerre marquée par la partition de fait du pays ne permet plus d'accéder à la zone septentrionale, pourtant concernée au premier chef par la problématique de la désertification. Plusieurs projets sont suspendus du fait de la guerre.

3.3. Synergies intersectorielles entre les conventions

3.3.1. La nécessité d'une approche coordonnée

La mise en œuvre des Conventions révèle de nombreuses interactions, des similarités et des chevauchements dont la compréhension et l'appréhension par une approche coordonnée sont susceptibles d'améliorer l'efficacité de leur mise en œuvre. Toutes les Conventions internationales, notamment celles issues de Rio, touchent à de nombreuses questions communes relatives à l'environnement et au développement durable. D'ailleurs, toutes ces conventions prônent la collaboration dans leur mise en œuvre respective étant donné que les problèmes écologiques auxquels elles tentent de trouver des solutions sont étroitement liés.

Entre la désertification et la dégradation de la diversité biologique, il existe un lien très étroit : les écosystèmes arides présentent une riche diversité biologique animale et végétale constituant les habitats essentiels pour certains mammifères et oiseaux migrateurs. Déjà fragilisés par leurs caractéristiques biophysiques, ces écosystèmes sont particulièrement sensibles à la dégradation des terres, cette dernière apparaissant à la fois comme la cause et la conséquence de la perte de la biodiversité.

La désertification peut contribuer au changement climatique. Le recul du couvert végétal consécutif à la dégradation des sols peut également se répercuter, en les limitant, sur

l'absorption et le stockage du carbone. Ce qui constitue un facteur aggravant pour les espaces touchés puisque la désertification appauvrit de fait les sols en carbone.

Les effets de la désertification pourraient être accentués par les changements climatiques qui rallongeraient et aggraveraient les périodes de sécheresse. Les impacts des changements climatiques pourraient se faire sentir sur de nombreux écosystèmes qui perdraient eux-mêmes de nombreuses espèces, notamment celles qui sont incapables de s'adapter. Aussi la résilience et la productivité de ces écosystèmes s'en trouveraient-elles réduites.

La déforestation provoque la perte de la diversité biologique, la dégradation des sols et des émissions de gaz à effet de serre (GES).

La coordination de la mise en œuvre de ces trois conventions est donc un impératif pour garantir leur efficacité dans la résolution des problèmes environnementaux visés.

3.3.2. La nécessité d'une approche transversale, globale et participative

Les conventions internationales relatives à l'environnement ont aussi entre elles des liens étroits. Porteuses d'une dimension de « développement et de lutte contre la pauvreté », elles préconisent toutes une approche systémique dans le traitement des problèmes d'environnement. Aussi de nombreuses similarités peuvent-elles être mises en relief parmi lesquelles on peut citer :

- la participation des populations concernées soit directement, notamment des femmes et des jeunes, soit indirectement à travers les ONG ;
- la coordination des activités gouvernementales ;
- l'élaboration des programmes d'actions nationaux servant de cadre pour la mise en œuvre des conventions
- la collecte des données et la gestion de l'information environnementale ;
- la rédaction des rapports nationaux sur la mise en œuvre des conventions.

3.3.3. La nécessité de capitaliser les fortes synergies existant entre les trois principales conventions

Les trois conventions issues du Sommet de la Terre de Rio ont un objectif commun, la protection de l'environnement mondial. Cet objectif commun pose aux pays signataires de ces conventions de nombreuses questions intersectorielles qui doivent être traitées conjointement dans la mise en œuvre des trois conventions. Les synergies s'imposent et gravitent autour des points suivants.

☛ *Collecte, gestion des données et suivi*

La fiabilité de la collecte des données nécessite l'existence d'instruments de mesure performants. Mais, la qualité de l'information dépendra de la nature de l'information collectée, de la manière dont elle est collectée et enfin du lieu où elle a été collectée. Le traitement et la diffusion de l'information sont aussi deux étapes essentielles pour assurer la protection de l'environnement mondial. Quelle que soit la qualité de l'information, si elle ne parvient pas à temps là où les décisions se prennent, aucune avancée ne peut se réaliser. Même si toutes ces contraintes sont levées, le suivi s'impose pour une meilleure capitalisation de l'information.

☛ *Cadre législatif, réglementaire et institutionnel*

Les secteurs de l'environnement touchés par les trois conventions issues de Rio sont relativement bien couverts par des textes législatifs et réglementaires. Mais bien que les textes existants en la matière soient adéquats, il se pose le problème de leur vulgarisation et de leur application avec plus de rigueur. En outre les sanctions prévues par les textes en vigueur sont rarement appliquées. Le laxisme de certains agents du secteur de l'environnement et surtout l'interférence du politique sont à l'origine de cette situation fortement préjudiciable à l'environnement. L'instabilité institutionnelle qui caractérise le département ministériel en charge de l'environnement ne contribue pas non plus à la capitalisation des acquis des nombreuses actions menées dans ce secteur.

☛ *Développement et transfert de technologies*

La plupart des technologies existantes sont développées dans les pays occidentaux. Leur transfert devra se faire de manière efficiente. Cette position est valable aussi bien pour les technologies non polluantes (indispensable à la réduction du gaz à effet de serre) que pour les énergies nouvelles et les techniques agricoles durables.

☛ *Instruments financiers et mécanismes*

Les ressources nationales sont insuffisantes. La mise en œuvre des actions liées aux différentes conventions dépend fortement des ressources extérieures qui, malheureusement, ne sont pas toujours faciles à mobiliser en raison des procédures très complexes et inadaptées aux conditions locales.

☛ *Education*

La sensibilisation aux processus et phénomènes environnementaux est importante. Elle conditionne le développement des sensibilités des acteurs concernés par rapport aux grandes problématiques environnementales.

☛ *Les incertitudes sur les connaissances*

Que ce soit en matière de changements climatiques, dans le domaine de la perte de la diversité biologique que dans celui de la lutte contre désertification, les incertitudes scientifiques sont encore nombreuses. L'inexistence d'informations ne doit pas être une excuse pour ne pas agir, comme il est précisé dans les conventions issues de Rio.



PARTIE IV

Besoins intersectoriels en renforcement des capacités

La mise en œuvre des trois conventions a révélé une série de problèmes et contraintes dont les plus importantes se présentent comme suit :

- L'insuffisance de la transdisciplinarité ;
- L'absence et l'insuffisance de coordination entre les structures et les programmes de mise en œuvre des conventions de la génération de Rio ;
- Des lacunes et des insuffisances en matière de communication ;
- Le manque d'infrastructures et de moyens matériels ;
- L'indisponibilité de ressources financières
- La difficulté de mobilisation des fonds ;
- L'insuffisance des connaissances des procédures administratives et financières des partenaires au développement.

Les besoins en renforcement des capacités pour la mise en œuvre des actions communes et concertées entre les trois conventions issues de Rio s'expliquent par les éléments suivants :

- Le faible niveau de sensibilisation et de connaissance limite l'aptitude à discuter, à prendre des décisions et à agir.
- Les insuffisances au niveau de la gestion des données, du suivi et de l'observation entravent l'élaboration des politiques et la prise de décisions.
- Le manque de cohérence entre le cadre national de politique et les dispositions législatives et réglementaires provoque la confusion entre les secteurs et les niveaux de décision.

- Le développement insuffisant des mécanismes d'encouragement (incitation) et des instruments du marché entrave l'efficacité de la mise en œuvre des différentes conventions.
- Les mandats institutionnels et les rôles se chevauchent ou sont décalés, la coordination et les processus d'interaction et de coopération entre parties prenantes sont limités.
- L'élaboration des politiques et la prise de décisions ne sont pas soutenues par la science et la technologie (mobilisation insuffisante de la recherche scientifique et technique pour appuyer les politiques et les processus de prise de décisions).
- La préparation et les compétences requises pour participer, de façon efficace, aux négociations et aux accords internationaux font défaut.
- La coopération et les relations ou interactions sont peu développées.
- L'utilisation et le déploiement des individus, leur motivation, leur mobilisation et leurs responsabilités sont mal gérés.
- La mauvaise gestion des institutions et le manque de ressources humaines et financières limitent l'efficacité des rendements institutionnels.
- L'allocation des ressources financières est inadéquate et les transferts de technologie sont insuffisants.

Tous ces besoins en matière de renforcement des capacités ne peuvent naturellement pas être satisfaits simultanément. Une hiérarchisation s'avère donc indispensable.

4.1. Hiérarchisation des priorités intersectorielles en matière de renforcement des capacités

Méthodologie adoptée pour la hiérarchisation des besoins en renforcement des capacités

La hiérarchisation (Tableau 10) résulte d'un exercice collectif ayant réuni 11 experts nationaux au cours de l'atelier de validation de ce rapport (Tableau 11). Les Besoins en renforcement des capacités recensés par le consultant principal ont été soumis à l'appréciation des experts présents à l'atelier. On a d'abord procédé à un classement des priorités en affectant une cote allant de 1 à 5. La cote 1 désigne le besoin le plus important au niveau national.

Les fiches individuelles étaient anonymes de sorte à minimiser les interférences. Les résultats de la consultation « secrète » ont été ensuite affectés à chaque besoin. Le besoin ayant réuni le

moins de point possible est considéré comme prioritaire. De ce premier exercice il s'est dégagé des besoins prioritaires qui ont totalisé le même nombre de points. Pour le classement final, les consultants présents ont avancé des arguments en se fondant sur leur connaissance du contexte national de protection de l'environnement. La hiérarchisation proposée est donc le produit du consensus qui s'est dégagé des argumentaires produits par onze (11) consultants spécialistes de l'environnement.

Les trois dernières colonnes du tableau ont été remplies par le consultant principal chargé de la hiérarchisation des besoins. Cette tâche a été réalisée à la suite du dépouillement minutieux et manuel des 11 fiches issues de l'exercice de priorisation des besoins en renforcement des capacités nationales pour la gestion de l'environnement mondial. La méthode a consisté à prendre chaque fiche et à procéder à l'inventaire besoin par besoin et colonne après colonne. Hiérarchiser consiste à définir un ordre de priorité lors de la mise en œuvre d'un programme dans un contexte où les ressources disponibles sont limitées par rapport au nombre de problèmes à résoudre.

4.2. Résultats de l'exercice de hiérarchisation

En matière de renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des trois conventions issues de Rio l'ordre de priorité a été proposé (Tableau 10).

1. Améliorer le niveau de sensibilisation et des connaissances pour une meilleure prise de décision ;

L'efficacité des mesures en matière de protection de l'environnement dépend essentiellement du niveau de connaissances des problèmes qui se pose dans ce secteur d'activité. Les décideurs doivent être non seulement sensibilisés, mais et surtout instruits et édifiés sur le caractère spécifique des questions environnementales.

2. Optimiser la valorisation des ressources humaines en vue d'améliorer leur performance au sein des institutions ;

Aucune politique ne peut résoudre les problèmes d'environnement sans une masse critique de compétences diverses et variées en matière de recherche, de formation et de gestion de l'environnement. L'intéressement matériel est certes important, mais la formation continue et appropriée des ressources humaines disponibles permettront de mieux relever le défi de la protection de l'environnement dans les pays en développement ;

3. Clarifier les missions des institutions en vue de renforcer la coordination des interventions et la coopération entre les parties prenantes ;

Le chevauchement lié au nombre pléthorique des institutions intervenant dans le secteur de l'environnement entraîne le manque de coordination dans les interventions. La principale tâche consiste à opérer une répartition claire et cohérente des missions pour éviter les chevauchements. La clarification des missions des différentes institutions favorise aussi un meilleur suivi.

4. Renforcer les capacités de bonne gouvernance en matière de gestion des ressources financières, des équipements et des biens ;

Le problème fondamental qui mine les sociétés en développement c'est la mauvaise utilisation des ressources disponibles. Lorsque les ressources sont mises à disposition de tel ou tel projet d'environnement, leur affectation pose problème dans la mesure les instruments juridiques de surveillance en vue d'une bonne utilisation des fonds disponibles font défaut parce que ceux qui existent ne sont pas respectés.

5. Renforcer les capacités en matière de gestion des données pour une meilleure élaboration des politiques et assurer une prise de décision efficace ;

La disponibilité de l'information fiable et en temps réel constitue une des contraintes majeures dans la mise en œuvre des conventions issues de Rio. De nombreuses structures et institutions nationales produisent ou détiennent d'importantes informations et de données environnementales. Mais, ces données sont soit dispersées, soit dépassées, partielles ou difficiles d'accès pour les utilisateurs. Il se pose donc le problème d'archivage des données environnementales. Pour résoudre ce problème, il est nécessaire d'appliquer la décision du PNAE-CI en centralisant la gestion de l'information environnementale à l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE). Pour ce faire, il faut renforcer l'Agence en matériels et équipements appropriés (ordinateurs, logiciels de gestion des bases de données et d'analyse statistiques, etc.) et procéder à la formation conséquente de son personnel. L'Agence animera dans ce cadre un réseau devant rendre plus fluide la circulation de l'information. En tant que maillon final de la chaîne, l'ANDE ne produira pas elle-même les données ; elle procédera à leur compilation, à leur stockage sur des supports modernes et à leur diffusion à l'aide des nouvelles technologies de l'informations (NTIC). Une loi doit réglementer la circulation de l'information en matière d'environnement pour être persuadé que les parties prenantes joueront leurs rôles respectifs dans ce jeu.

6. Consolider le cadre national de politique pour l'application effective des dispositions législatives et réglementaires ;

La capacité d'un pays à mettre en œuvre une politique se mesure à travers la performance de ses institutions. Pour être performantes une institution a certes besoin de moyens matériels et financiers, mais elle a surtout besoin de stabilité dans la continuité. La stabilité du cadre institutionnel doit reposer sur un corpus solide de textes législatifs et réglementaires adaptés aux situations environnementales, par ailleurs, très dynamiques. L'expérience de plus de quarante ans de gestion environnementale montre que la cause principale de l'instabilité des institutions en charge du secteur de l'environnement réside dans l'interférence du politique dans ce domaine. La rigidité des organigrammes du ministère en charge de l'environnement pourrait remédier à cette insuffisance. Le changement de points focaux, voire de coordonnateurs de projets d'environnement (parfois la désignation du coordonnateur n'obéit à rien d'autre qu'à des raisons de sensibilité politique) en cours d'exécution entrave sérieusement la bonne conduite de ces projets. Les conventions qui nous occupent n'ont pas échappé à cette interférence du politique dans leur mise en œuvre. Pour la stabilisation du secteur de l'environnement, il faut que se mette en place une équipe pluridisciplinaire de réflexion sur le cadre institutionnel le mieux adapté aux conditions de notre pays. On pourrait, par exemple, proposer de classer le ministère de l'environnement au rang des ministères de Souveraineté. Ce statut permettra de réduire les risques de conflits de compétences entre les administrations qui, malheureusement, sont encore fréquentes.

7. Renforcer les capacités humaines en matière de négociation internationale ;

*La maîtrise des technologies propres, des processus écologiques et l'éducation en matière d'environnement implique l'existence de spécialistes nationaux bien formés, dévoués et déterminés pour renverser la spirale actuelle de détérioration des équilibres environnementaux. Ces spécialistes doivent investir toutes les facettes de la problématique environnementale y compris la gestion des projets d'environnement. L'objectif visé consiste à bannir le bricolage en matière d'environnement. Même l'éducation en matière d'environnement doit être l'affaire de personnes formées en la matière. Le recrutement de points focaux et d'autres coordonnateurs de projets d'environnement devra se faire par appels à candidatures ouverts pour garantir l'efficacité. La formation doit donc être ciblée de sorte à combler les lacunes qui ont été mises en lumière. L'Etat doit favoriser la formation continue des agents de l'environnement soit dans les structures nationales spécialisées et agréées, soit à l'étranger. Les capacités matérielles et individuelles des institutions d'enseignement supérieur et de recherche doivent être hissées à un niveau acceptable pour quelles puissent contribuer à la formation de cette masse critique. Une nouvelle branche devra se mettre en place à l'école nationale d'administration : la **diplomatie verte**. Il existe déjà en Côte d'Ivoire une masse critique en la matière, mais elle a besoin de se perfectionner et de s'adapter aux nouvelles exigences notamment dans la mise en œuvre des conventions de Rio.*

Ces acteurs bien formés devront être employés dans des conditions juridiques et institutionnelles qui leur permettront de valoriser les connaissances acquises.

8. Intégrer les résultats de la recherche scientifique et technologique dans l'élaboration des politiques et des processus de prise de décision ;

La grande insuffisance de la politique nationale de protection de l'environnement se situe dans l'incapacité des acteurs, notamment des chercheurs et des décideurs à se rencontrer afin de s'enrichir mutuellement. Des résultats tangibles de recherches existent dans tel ou tel secteur de l'environnement, mais les personnes chargées d'orienter les actions et de définir les stratégies n'y ont pas accès. Cette inaccessibilité peut s'expliquer aussi par le manque de volonté des gestionnaires qui voient souvent les chercheurs comme ceux qui viennent perturber leur travail. Ceci est surtout quand il s'agit de projets financés de l'extérieur. En effet, les gestionnaires de ces types de projets sont soumis à des conditions et autres obligations de résultats. Dans cette situation ils n'ont pas toujours le temps de prendre en compte les résultats des recherches lorsque ceux-ci sont disponibles. Il s'agit donc d'un problème réel qu'il faut attaquer de front pour la sauvegarde de l'environnement, car sans recherche, il ne peut y avoir d'actions efficaces en matière de l'environnement.

9. Renforcer les capacités des acteurs de la Société civile et contribuer à la professionnalisation des ONG de l'environnement ;

La prolifération des ONG de l'environnement est une réalité en Côte d'Ivoire. Toutefois leur contribution à l'action environnementale est encore limitée. Il reste beaucoup à faire notamment au niveau de la coordination des activités, de l'analyse des stratégies et des moyens juridiques et financiers à dégager pour un meilleur fonctionnement. Les ONG nationales sont confrontées à des problèmes d'organisation et elles rencontrent d'énormes difficultés financières et matérielles. Dans ces conditions, elles ne peuvent pas encore jouer pleinement leur rôle de soutien, de complémentarité, de critique saine et constructive de l'action gouvernementale (Egnankou, 2005).

10. Mettre en place des mécanismes incitatifs en vue de garantir un partage juste et équitable de bénéfices issus de l'utilisation des savoirs traditionnels conformément aux instruments du marché ;

La documentation des savoirs traditionnels et des pratiques correspondantes dans des collections ou bases de données systématiques pourrait contribuer à la sauvegarde et à la protection des connaissances et innovations traditionnelles liées à la gestion durable de la diversité biologique. La valorisation des savoirs écologiques traditionnels devra s'appuyer sur l'existant, c'est-à-dire les mécanismes endogènes ayant assuré la pérennité de cette expérience dont l'intérêt va de plus en plus grandissant en application de l'article 8J de la Convention sur la Diversité Biologique.

11. Améliorer les mécanismes de transfert de technologie.

Toutes les conventions prévoient des mécanismes de transfert de technologie dans le cadre de la mise en œuvre des obligations des parties. Il est indispensable de maîtriser les mécanismes appropriés pour telle ou telle technologie et surtout pouvoir l'adapter aux conditions locales. Toute cela nécessite la formation de nouveaux acteurs et le renforcement des capacités existantes.

Tableau 10. Matrice de hiérarchisation des Besoins prioritaires

N°	Formulation du besoin prioritaire	Ordre de priorité	Classe ment	Echelle du besoin	Degré d'importance	Aptitude à s'attaquer aux besoins
1	Améliorer le niveau de sensibilisation et des connaissances pour une meilleure prise de décision	16	1 ^{er}	Nationale (9 points) Mondiale (1 point) Locale (1 point) Régionale (0 point)	Elevé (8 points) Moyen (3 points) Bas (0 points)	Moyen (8 points) Elevé (3 points)
2	Optimiser la valorisation des ressources humaines en vue d'améliorer leur performance au sein des institutions	16	2 ^{ème}	Nationale (10 points) Locale (1 point) Régionale (0 point) Mondiale (0 point)	Elevé (7 points) Moyen (4 points) Bas (0 points)	Moyen (6 points) Elevé (3 points) Bas (2 points)
3	Clarifier les missions des institutions en vue de renforcer la coordination des interventions et la coopération entre parties prenantes	17	3 ^{ème}	Nationale (11 points) Locale (0 point) Mondiale (0 Point) Régionale (0 point)	Elevé (7 points) Moyen (4 points) Bas (0 point)	Moyen (7 points) Elevé (3 points) Bas (1 point)
4	Renforcer les capacités de bonne gouvernance en matière de gestion des ressources financières, des équipements et des biens	17	4 ^{ème}	Nationale (8 points) Locale (2 points) Mondiale (1 point) Régionale (0 point)	Elevé (6 points) Moyen (4 points) Bas (1 point)	Moyen (8 points) Bas (2 points) Elevé (1 point)
5	Renforcer les capacités en matière de gestion des données pour une meilleure élaboration des politiques et assurer une prise de décision efficace	17	5 ^{ème}	Nationale (10 points) Locale (1 point) Régionale (0 point) Mondiale (0 point)	Elevé (6 points) Bas (3 points) Moyen (1 points)	Moyen (7 points) Elevé (3 points) Bas (1 points)
6	Consolider le cadre national de politique pour l'application effective des dispositions législatives et réglementaires	20	6 ^{ème}	Nationale (11 points) Locale (0 point) Régionale (0 point) Mondiale (0 points)	Elevé (6 points) Moyen (5 points) Bas (0 point)	Moyen (7 points) Elevé (2 points) Bas (2 points)

Tableau 10.(suite et fin) Matrice de hiérarchisation des Besoins prioritaires

7	Renforcer les capacités humaines en matière de négociation internationale	20	7 ^{ème}	Nationale (8 points) Locale (1 point) Mondiale (2 points) Régionale (0 points)	Elevé (7 points) Moyen (2 points) Bas (2 points)	Moyen (6 points) Elevé (4 points) Bas (1 point)
8	Intégrer les résultats de la recherche scientifique et technologique dans l'élaboration des politiques et des processus de prise de décisions	20	8 ^{ème}	Nationale (10 points) Mondiale (1 point) Locale (0 point) Régionale (0 point)	Elevé (6 points) Moyen (5 points) Bas (0 point)	Moyen (7 points) Elevé (2 points) Bas (2 points)
9	Renforcer les capacités des acteurs de la société civile et contribuer à la professionnalisation des ONG de l'environnement	20	9 ^{ème}	Nationale (10 points) Locale (1 point) Régionale (0 point) Mondiale (0 point)	Elevé (6 points) Moyen (4 points) Bas (1 points)	Moyen (7 points) Elevé (2 points) Bas (1 point)
10	Mettre en place des mécanismes incitatifs en vue de garantir un partage juste et équitable des bénéfices issus de l'utilisation des savoirs traditionnels conformément aux instruments du marché	20	10 ^{ème}	Nationale (5 points) Mondiale (4 points) Locale (1 point) Régionale (1 point)	Moyen (6 points) Bas (3 points) Elevé (2 points)	Moyen (6 points) Bas (5 points) Elevé (0 point)
11	Améliorer les mécanismes de transfert de technologie	29	11 ^{ème}	Nationale (7 points) Mondiale (3 points) Régionale (1 point) Locale (0 point)	Moyen (7 points) Elevé (2 points) Bas (2 points)	Moyen (7 points) Bas (3 points)

Tableau 11. Liste des experts nationaux ayant participé à l'exercice de hiérarchisation des besoins prioritaires

N°	Noms et Prénoms	Institutions et domaines de compétence	Contacts
1	ZABI Guillaume	Ministère de l'environnement ; Politique environnementale	20 21 73 06
2	IBO Guéhi Jonas	Université d'Abobo-Adjamé, Abidjan ; Consultant principal	21 24 35 56 05 68 48 23
3	KOUASSI Aka Marcel	CNP Projet ANCR	20 20 98 52
4	KOUADIO IV Eloi	Conseiller au Programme PNUD	20 31 74 24
5	YNSA Traoré	BNETD (Biodiversité)	08 32 55 88
6	LOUKOU Koffi Jules	ONG READ (éducation à l'environnement)	20 21 97 09
7	KOUASSI KWA-KOFFI Edith	Université de Cocody spécialiste POP	07 51 26 26
8	EGNANKOU Wadja Mathieu	Université de Cocody ; spécialiste Biodiversité	07 76 92 02
9	KONE Yassongo	BNETD (Désertification)	22 44 39 97 07 95 30 70
10	DJA Lucien	Ministère de l'environnement Coordonnateur Projet IGES (Changements climatiques)	05 92 44 88
11	Colonel SOUHA T.J. Marius	Direction de la protection de la Nature (DPN) Conservation in situ Biodiversité.	05 88 35 44

Le secrétariat technique de l'exercice de hiérarchisation a été assuré par monsieur BAMBA Sékou, Assistant du Point focal FEM en Côte d'Ivoire.



CONCLUSION

La Côte d'Ivoire a fait et continue de faire des progrès en matière de protection de l'environnement. Les actes juridiques fondateurs et les institutions remontent aux premières heures de son histoire nationale. Les années 1990 marquent toutefois un tournant décisif dans ce processus. Après avoir pris une part active aux travaux de la conférence de Rio de Janeiro en juin 1992, la Côte d'Ivoire a ratifié toutes les conventions internationales issues de ce forum.

La mise en œuvre de ces différentes conventions se fait dans le cadre institutionnel, juridique et réglementaire existant. L'engouement né de Rio est à l'origine de grandes mutations dans ce secteur en Côte d'Ivoire. De l'élaboration du PNAE, jusqu'à l'inscription de la dimension environnementale du développement socio-économique et politique dans la Constitution et la création d'une Commission Nationale pour le Développement Durable (CNDD), la Côte d'Ivoire s'est inscrite résolument dans le respect des accords et traités internationaux visant à protéger l'environnement mondial.

La mise en œuvre des Conventions de Rio nécessite le renforcement des capacités existantes dans le pays en matière d'environnement. L'exercice enclenché par le projet d'Autoévaluation Nationale de Renforcement des Capacités pour la Gestion de l'Environnement mondial participe de cette dynamique. Mais, malgré la bonne volonté des pouvoirs publics, force est de reconnaître que de multiples contraintes entravent encore ce processus.

L'analyse de la situation globale met en exergue la rôle prépondérant des facteurs institutionnels, financiers et humains dans les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des différentes conventions. Il existe un nombre important d'institutions, des textes de lois, mais les insuffisances sont énormes. La nécessité du renforcement des capacités à gérer l'environnement trouve là sa justification.



BIBLIOGRAPHIE

BUTARE I. et ZOUNDI J S. (2004). – Eclairer la prise de décision politique en Afrique subsaharienne : nouvelle donne pour la recherche agricole et environnementale, Dakar, Zoom Editions.

DUBOIS O.- La capacité de gérer l'évolution des rôles en foresterie. Présentation du cadre d'analyse « 4R », IIED, n° 11, Londres.

Global Biodiversity outlook. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. UNEP, Montreal, 2001.

IBO G. J. – Les nouvelles orientations de la gestion du patrimoine naturel en Côte d'Ivoire. In Marie-Christine Cormier-Salem ; Dominique Juhé-Beaulaton ; Jean Boutrais et Bernard Roussel (éd. Sc.), Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales, Ed. IRD, Paris, 2005.

IBO G. J. L'expérience post-coloniale de protection de la nature en Côte d'Ivoire : quarante-quatre ans de bricolages et d'incertitudes. In Le Journal des Sciences Sociales (revue du Groupement interdisciplinaire de recherche en Sciences Sociales), n° 1, 2004, pp. 69 – 89.

IBO G.J. – La coopération internationale verte et l’Afrique (1900-1968). Notes et Travaux du GIDIS-CI, n° 13, 2003.

IEPF, Energie Francophone, n° 55- 56 –57. Numéro spécial Sommet de Johannesburg 2002.

KAMTO M (1996). – Droit d l’environnement en Afrique. Aupel-UREF.

Léna Ph. (1996). – Note sur les ONG, le développement durable et la société en Amazonie brésilienne. In *ONG et Développement : du Nord aux Suds (Afrique, Amérique latine, Asie)*. Actes du colloque international, Bordeaux 28, 29, 30 novembre 1993. Tome 2, pp. 575-579

LE PRESTRE Ph. (1999).- La convention sur la diversité biologique : vers un nouvel ordre biologique international. In *Natures, Sciences, Sociétés*, n° 1, vol. 7, pp. 64-72.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Savoirs traditionnels : Besoins et attentes en matière de propriété intellectuelle. Rapport de l’OMPI sur les missions d’enquête consacrées à la propriété intellectuelle et aux savoirs traditionnels (1998-1999).

PNUE. L’Avenir de l’Environnement en Afrique. Le passé, le présent et les perspectives d’avenir, 2002.

République de Côte d’Ivoire. Ministère d’Etat, Ministère de l’Environnement. GEF. UNDP. Projet d’autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l’Environnement Mondial (ANCR-GEM). Besoins et priorités de la Côte d’Ivoire en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la diversité biologique. Rapport d’étude. (Dr Egnakou Wadja Mathieu), mars 2005.

République de Côte d’Ivoire. Ministère d’Etat, Ministère de l’Environnement. GEF. UNDP. Projet d’autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l’Environnement Mondial (ANCR-GEM). Besoins et priorités de la Côte d’Ivoire en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la désertification/dégradation des sols. Rapport d’étude. (Kouassi Kouadio Clément), mars 2005.

République de Côte d'Ivoire. Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement. GEF. UNDP. Projet d'autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM). Besoins et priorités de la Côte d'Ivoire en matière de renforcement des capacités dans le domaine des changements climatiques. Rapport d'étude. (Kouassi Jules Venance), mars 2005.

République de Côte d'Ivoire. Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement. GEF. UNDP. Projet d'autoévaluation nationale des Capacités à renforcer pour la gestion de l'environnement Mondial (ANCR-GEM). Intégration des questions nationales relatives à l'environnement dans les conventions internationales. Rapport d'étude (Dr CISSE Mamadou), mars 2005.

République de Côte d'Ivoire. Ministère de l'environnement et du tourisme. Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE-CI). Cellule de coordination. Tome I. Livre Blanc de l'Environnement de Côte d'Ivoire, Novembre 1994.

République de Côte d'Ivoire. Ministère de l'environnement. Diagnostic de l'environnement du littoral de Côte d'Ivoire. SECA – BDPA, novembre 2003.

République de Côte d'Ivoire. Ministère de l'environnement. Stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité en Côte d'Ivoire. Projet du rapport d'évaluation des besoins en renforcement de capacités pour la préservation, la protection et la valorisation des connaissances traditionnelles. Juin 2004.

République de Côte d'Ivoire. Ministère du logement, du cadre de vie et de l'environnement. Projet Grand Ecosystème marin du Golfe de Guinée. Côte d'Ivoire. Profil environnemental de la zone côtière. Centre pour l'Environnement et le Développement en Afrique (CEDA), 1997.

Réseau pour l'environnement et le développement durable en Afrique (REDDA). Compte-rendu de l'atelier sur les mécanismes institutionnels pour la gestion de l'environnement en Afrique (28 au 31 mars 1995, Addis ABABA, Ethiopie).

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. La Convention sur la diversité biologique : pour la nature et le bien-être d l'humanité, PNUE, 2000.

